

**Assemblée générale****Documents officiels
Cinquante-huitième session
Supplément No 13 (A/58/13)**

4 août 2003

**Rapport du Commissaire général
de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies
pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient****Additif****Budget-programme de 2004-2005****Table des matières**

| <i>Chapitre</i> | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| I. Introduction | 2 |
| II. Programme d'éducation | 32 |
| III. Programme de santé | 36 |
| IV. Programme de secours et d'assistance sociale | 41 |
| V. Programme de microfinancement et de microentreprise | 46 |
| VI. Services opérationnels et techniques | 48 |
| VII. Services communs | 51 |
| VIII. Dépenses de personnel | 54 |
| IX. Budget des projets | 56 |



I. Introduction

- 1.1 L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a été créé par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1949, en tant qu'entité distincte au sein du système des Nations Unies. Le mandat de l'Office a été reconduit régulièrement depuis sa création; la dernière reconduction, qui porte sur la période allant jusqu'au 30 juin 2005, procède de la résolution 56/52 de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 2001.
- 1.2 L'UNRWA rend compte directement à l'Assemblée générale, à laquelle le Commissaire général soumet un rapport annuel. Une commission consultative de 10 membres, qui comprend des représentants des principaux donateurs et des autorités hôtes, procède chaque année à l'examen de l'ensemble des programmes et activités de l'UNRWA. La Commission consultative entretient des relations de travail avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Grands objectifs

- 1.3 L'Office a pour mission de promouvoir le développement de la communauté des réfugiés palestiniens et de la rendre économiquement plus autonome. L'action de l'Office vise avant tout la viabilité à long terme des programmes lancés par l'UNRWA et l'obtention de résultats durables. Lorsqu'il le peut, l'Office prévoit dans ses programmes des formules de cofinancement et d'auto-assistance, afin de tirer le meilleur parti des moyens dont il dispose et d'encourager les populations bénéficiaires à participer à la prestation des services mis sur pied à leur intention.
- 1.4 Pendant l'exercice biennal 2004-2005, l'UNRWA continuera de fournir des services de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, des secours et de l'assistance sociale à plus de 4 millions de réfugiés palestiniens immatriculés vivant en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Il continuera aussi d'offrir des services dans le cadre de son programme de microfinancement et de microentreprise.
- 1.5 Lorsqu'il a établi son budget pour 2004-2005, l'Office s'est, une fois encore, trouvé face à un dilemme : ou bien faire des prévisions budgétaires prenant en compte l'intégralité des besoins de la population qui relève de son mandat, ou bien, au vu des crises de financement qui se sont succédées ces dernières années, construire un budget réaliste ayant de bonnes chances d'être couvert par les contributions des donateurs. Il lui a donc fallu opérer un choix difficile entre les activités programmées qui lui paraissaient avoir de bonnes chances d'être financées et celles qui, bien qu'essentielles, devront être gelées, voire définitivement abandonnées, faute de fonds. Ainsi, le budget de l'exercice biennal 2004-2005 a été calculé au plus juste, et ne comprend, en dehors des dépenses indispensables au maintien des services essentiels, que quelques dépenses, d'un montant modeste, prévues pour des activités additionnelles que l'Office estime devoir entreprendre pour respecter son mandat.
- 1.6 Le principal objectif de l'UNRWA pour l'exercice biennal 2004-2005 est d'améliorer l'infrastructure des services d'enseignement et de santé destinés aux communautés de réfugiés palestiniens et de promouvoir le développement économique de ces communautés en continuant, comme il le fait depuis plus de 50 ans, à leur offrir des services et une assistance, en attendant qu'une solution juste et durable soit apportée au problème des réfugiés palestiniens. Il arrive à l'Office de faire bénéficier des non-Palestiniens de ses prestations, lorsqu'il estime que leurs besoins particuliers le justifient ou lorsque l'Assemblée générale le lui demande.

- 1.7 L'Office organise aussi des secours à l'intention des réfugiés palestiniens en détresse. Depuis le début, en septembre 2000, des troubles qui déchirent actuellement le territoire palestinien occupé, l'Office a reçu plusieurs appels d'urgence et, avec le soutien des donateurs, s'est employé à fournir une aide d'urgence à plus d'un million de réfugiés, notamment une aide alimentaire, une aide à la création d'emplois, des soins médicaux et une aide à la remise en état et à la reconstruction des logements. Une assistance ciblée, comprenant des apports en espèces et en nature, est prévue à l'intention des familles de réfugiés particulièrement démunies. Si la crise humanitaire qui sévit actuellement dans le territoire palestinien occupé se prolonge, l'Office devra lancer de nouveaux appels d'urgence afin de mobiliser des moyens de financement supplémentaires pour la poursuite de son programme d'aide d'urgence.
- 1.8 L'UNRWA continuera de solliciter des contributions pour le financement de projets portant notamment sur l'amélioration de l'infrastructure scolaire, la construction et la remise en état d'abris pour les familles les plus vulnérables, et l'amélioration des conditions d'hygiène dans les camps, afin de contribuer à l'amélioration des conditions d'existence et au développement socioéconomique de la communauté des réfugiés.

Présentation du budget

- 1.9 Le budget de 2004-2005 fournit à nouveau l'occasion à l'Office d'expliquer comment il compte répartir ses moyens pour réaliser ses programmes et atteindre ses objectifs opérationnels et ses objectifs de gestion. Dans tout le budget, les éléments programmatiques ont été intégrés aux justificatifs des prévisions de dépenses en appliquant systématiquement une formule de budgétisation axée sur les résultats, qui rattache des activités clairement définies aux objectifs de chaque programme et aux réalisations escomptées, la contribution de celles-ci à la réalisation des objectifs étant mesurée par des indicateurs de succès. L'application de cette formule fait du budget un instrument plus efficace de planification, de gestion et de collecte de fonds, tout en permettant de présenter avec la transparence et la cohérence voulues la situation financière de l'Office. Voici les principales caractéristiques du budget :
- i) Le budget a été établi en fonction d'un programme de travail biennal, et définit les objectifs à atteindre, les activités prévues à cette fin et les réalisations attendues, et prévoit des indicateurs de succès pour toutes les activités de l'Office;
 - ii) Les prévisions budgétaires englobent toutes les activités figurant au programme de travail de l'Office, qu'elles soient financées par le Fonds général (alimenté partiellement par des contributions en nature) ou par imputation au budget des projets;
 - iii) Toutes les activités prévues dans le budget font l'objet d'un descriptif et d'un justificatif qui les rattachent de façon cohérente au programme;
 - iv) Outre les prévisions pour l'exercice 2004-2005, le budget comprend des informations sur des exercices antérieurs, qui facilitent les comparaisons et, le cas échéant, servent de repères pour la détermination des tendances de l'évolution du programme et du budget;
 - v) Bien que l'UNRWA ait adopté un cycle budgétaire biennal, ses opérations sont financées dans le cadre d'un exercice financier d'une année. Étant donné qu'un exercice financier d'un an répond mieux qu'un exercice biennal aux exigences de la gestion financière et de la collecte de fonds, des chiffres annuels sont indiqués en plus des chiffres biennaux dans tout le budget;

- vi) Comme pour les deux exercices précédents, les hypothèses de planification et de budgétisation retenues pour l'établissement du budget procèdent du principe que l'Office maintiendra ses activités à leur niveau actuel, sauf modifications des attentes des autorités hôtes.

Structure du budget

- 1.10 La structure du budget de l'UNRWA est dictée par le caractère récurrent ou non récurrent des activités prévues et leur mode de financement. Le budget indique comment l'Office compte utiliser les différentes sources de financement dont il dispose. Il comprend deux grandes parties :
 - i) Le **budget ordinaire**, où sont prévues les dépenses récurrentes de personnel et les autres dépenses récurrentes. Cette partie est subdivisée en un budget en espèces et un budget en nature. Les dépenses inscrites au budget en espèces sont financées par les contributions versées au Fonds général. Les dépenses inscrites au budget en nature sont financées par la contre-valeur des dons en nature que l'Office compte recevoir, dont la valeur estimative est calculée sur la base des accords conclus avec les donateurs ou de données d'expérience (dans le cas, par exemple, de l'aide alimentaire).
 - ii) Le **budget des projets** comprend essentiellement les dépenses non renouvelables prévues pour les projets financés par des contributions spéciales. Les activités relevant des projets ne sont entreprises que si leur financement par les donateurs est assuré. La majeure partie des dépenses d'équipement de l'Office figurent dans cette partie du budget, parce que les contributions au Fonds général ne sont pas suffisantes pour couvrir la totalité des dépenses qui devraient normalement être financées par le Fonds.
- 1.11 Le budget ordinaire et le budget des projets comprennent la totalité des dépenses prévues pour 2004-2005. Les descriptifs distinguent les activités programmées qui seront financées par le Fonds général de celles qui relèvent du budget des projets.

Principales modifications par rapport à l'exercice 2002-2003

1.12 Séquelles de la crise

Le budget ordinaire de l'exercice biennal 2002-2003 prévoyait des dépenses d'un montant de 8,1 millions de dollars censées permettre à l'Office de faire face aux conséquences de la crise qui s'est déclarée en septembre 2000. Cette somme avait été prévue dans l'hypothèse optimiste que la crise prendrait fin dans le courant de l'exercice biennal. Cependant, la prolongation du conflit en Cisjordanie et dans la bande de Gaza a contraint l'Office à lancer plusieurs appels d'urgence afin de pouvoir répondre aux besoins créés par la crise dans le territoire palestinien occupé. Étant donné que la situation de crise n'a toujours pas pris fin, il n'a pas été jugé utile de faire figurer dans le budget de 2004-2005 une provision affectée aux séquelles de la crise; si celle-ci se prolonge encore, l'UNRWA continuera de lancer des appels d'urgence en fonction de l'évolution des besoins et des priorités. Si la situation évolue vers un retour à la paix, l'UNRWA devra faire face aux exigences du passage d'une situation conflictuelle à une phase de relèvement et de développement, et lancera à cette fin un appel de fonds spécial analogue à celui qu'il avait lancé pour son Programme de mise en oeuvre de la paix à la suite de la signature des Accords d'Oslo.

1.13 Budget des projets

Bien que les besoins de développement dans la zone d'opération de l'Office se soient accrus, le budget des projets a été ramené de 116 millions de dollars en 2002-2003 à 93 millions de dollars pour 2004-2005 du fait que des critères plus stricts ont été retenus pour établir les projections de financement. Par conséquent, outre qu'il n'est pas à la mesure des besoins réels, ce budget ne couvre même pas la totalité des projets en attente de financement.

1.14 Postes de fonctionnaires recrutés sur le plan international

Une somme de 1,2 million de dollars a été inscrite au budget ordinaire pour la création de quatre postes (1 poste D-1, 1 poste P-5, 1 poste P-3 et 1 poste d'agent des services généraux), dont l'adjonction est justifiée à la fois par la montée des besoins et des problèmes auxquels doit faire face l'Office et par la nécessité de corriger une anomalie créée par les compressions d'effectifs antérieures, à savoir que le titulaire d'un même poste devait cumuler les lourdes responsabilités relevant de fonctions très différentes. Le coût de ces postes nouveaux n'a pas été inclus dans les prévisions figurant au chapitre 26 du projet de budget-programme présenté par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 2004-2005, en raison des restrictions imposées en matière de création de postes par la Division de la planification des programmes et du budget du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité de l'ONU.

Facteurs externes

- 1.15 En raison de la situation qui règne actuellement au Moyen-Orient, l'UNRWA a prévu plusieurs scénarios d'intervention. Si le conflit se prolonge, les opérations militaires, les problèmes de sécurité, la détérioration de la situation économique des réfugiés et les entraves à la libre circulation des biens, des services et des personnes continueront d'avoir des répercussions sur l'action de l'Office. En revanche, si les pourparlers de paix progressent, l'UNRWA pourrait être autorisé à éliminer progressivement certaines de ses activités et être invité à en assumer temporairement de nouvelles dans le cadre de la mise en service d'un accord de paix.
- 1.16 L'UNRWA opère dans une région troublée, ébranlée par le conflit israélo-palestinien, ses épisodes violents et la détérioration de la situation économique qui en résulte. Face à des situations d'urgence, en particulier dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, l'UNRWA doit fonctionner à la limite de ses moyens opérationnels et financiers, ce qui risque de compromettre la qualité et la viabilité de ses prestations et l'oblige à lancer des appels de fonds spéciaux, lesquels peuvent nuire au succès des opérations de collecte de fonds pour le financement du budget ordinaire.
- 1.17 Le conflit qui sévit actuellement dans la bande de Gaza et en Cisjordanie entrave aussi la prestation des services offerts par l'UNRWA, compromet la sécurité de son personnel et contraint l'Office à engager des dépenses supplémentaires importantes pour poursuivre son action en dépit des obstacles imposés par les autorités israéliennes.
- 1.18 Les opérations de l'UNRWA sont notamment entravées par les fermetures de frontières et les restrictions imposées à l'acheminement des secours humanitaires vers la Cisjordanie et la bande de Gaza, où l'Office dépense environ 45 % de son budget ordinaire; par ailleurs, les droits prélevés par les autorités israéliennes sur les importations de marchandises à destination de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui transitent par les ports israéliens grèvent les coûts de l'Office et entravent aussi ses opérations.

- 1.19 Le budget de l'UNRWA est financé entièrement par des contributions volontaires dont ni le montant, ni les dates de versement ne peuvent être prévus avec une certitude absolue, ce qui ne met pas l'Office dans des conditions optimales pour planifier et exécuter ses programmes et ses projets.
- 1.20 Alors que l'UNRWA règle la majeure partie de ses dépenses en dollars des États-Unis, il reçoit 55 % des contributions constituant ses recettes en des monnaies autres que le dollar, ce qui l'expose aux aléas des fluctuations des changes.
- 1.21 Pour la prestation de ses services, l'UNRWA est tributaire du soutien des autorités hôtes, des autres organismes du système des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des réfugiés eux-mêmes, et a besoin qu'ils coordonnent plus étroitement leurs activités.
- 1.22 L'adjonction aux programmes scolaires de nouvelles matières telles que l'anglais et l'informatique, l'adoption de nouveaux manuels scolaires et l'inclusion de nouveaux vaccins coûteux dans les programmes nationaux de vaccination obligatoire entraînent pour l'UNRWA des dépenses supplémentaires imprévues alors que ses moyens sont déjà très limités. Les hausses de tarifs soudaines décidées par les autorités hôtes, par exemple pour les soins médicaux, les droits portuaires ou l'électricité, l'eau, les carburants et les combustibles, entraînent aussi des dépenses additionnelles imprévues.
- 1.23 La détérioration de la situation socioéconomique et la montée du chômage dans les zones d'activité de l'UNRWA entraînent des taux élevés d'abandon scolaire et une poussée de la demande de soins médicaux, compromettent la participation des communautés de réfugiés aux activités de l'Office et remettent en cause les arrangements de cofinancement.
- 1.24 L'insuffisance du financement des projets de construction d'écoles et d'amélioration de l'infrastructure des camps de réfugiés contribue au surpeuplement des salles de classe, à la persistance de mauvaises conditions d'hygiène et à la détérioration des abris de réfugiés. Il faudrait de grosses dépenses d'équipement pour remédier à ces carences.

Situation financière en 2002

- 1.25 Les résultats financiers de 2002 (voir tableau 1) illustrent les difficultés de financement auxquelles se heurte l'action menée par l'Office pour fournir des services essentiels aux réfugiés palestiniens, comme le veut son mandat. L'exécution du budget ordinaire s'est soldée par un déficit de 13,4 millions de dollars et celle du budget des projets par un déficit de 33,4 millions de dollars. Le déficit du budget ordinaire se chiffrerait à 28,5 millions de dollars si les gains au change et les intérêts étaient déduits des recettes. Les contributions versées à la suite de l'appel d'urgence lancé pour permettre à l'Office d'atténuer les effets de la crise qui résulte de l'Intifada ont été inférieures de 78,8 millions de dollars à l'objectif. Parce qu'il lui manquait au total 125,6 millions de dollars, l'Office a dû renoncer en 2002 à un certain nombre d'activités essentielles.

Tableau 1

Exécution du budget de l'UNRWA en 2002

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Budget ordinaire</i> | <i>Budget des projets</i> | <i>Appel de fonds d'urgence</i> |
|---|-------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| Dépenses prévues au budget | 304 258 | 53 040 | 172 826 |
| Recettes provenant des contributions ¹ | 275 791 | 19 602 | 94 072 |
| Déficit | (28 467) | (33 438) | (78 754) |
| Dépenses couvertes par d'autres recettes ² | 15 020 | | |
| Déficit net pour 2002 | (13 447) | | |

¹ Dont 4,9 millions de dollars de contributions au financement du budget ordinaire non acquittées au 31 décembre 2002.

² Ces recettes comprennent 13 millions de dollars de gains au change et 2 millions de dollars d'intérêts.

Perspectives financières pour 2003

- 1.26 Les projections des recettes et des dépenses pour 2003, présentées dans le tableau 2, laissent prévoir un déficit de 24,3 millions de dollars, qui représente la différence entre le montant net des dépenses inscrites au budget (315,1 millions de dollars) et le montant total des recettes prévues (290,8 millions de dollars, montant extrapolé de celui de 2002, y compris les gains au change et les intérêts). Autrement dit, à moins de recevoir des contributions supplémentaires, l'Office ne sera pas en mesure d'exécuter intégralement le budget approuvé par l'Assemblée générale.

Tableau 2

Projections des recettes et des dépenses relevant du budget ordinaire – 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Janvier-décembre</i> |
|--|-------------------------|
| Montant prévu des recettes (extrapolation du chiffre de 2002) | 290 811 |
| Montant des dépenses inscrites au budget approuvé par l'Assemblée générale | (315 088) |
| Déficit | (24 277) |

Situation de trésorerie

- 1.27 L'Office éprouve depuis quelques années de graves difficultés de trésorerie, qui sont la conséquence directe de l'insuffisance des moyens dont il dispose pour financer ses activités. Selon les prévisions actuelles, l'Office sera à court de liquidités avant la fin de l'année 2003. Comme l'indique le tableau 3, le déficit de trésorerie prévu pour le seul budget ordinaire est de l'ordre de 19,5 millions de dollars.

Tableau 3

Projection des flux de trésorerie pour 2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>Budget ordinaire</i> |
|---|-------------------------|
| Encaisse au 1er janvier 2003 | 4 811 |
| Montant prévu des recettes | 290 811 |
| Montant prévu des décaissements | (315 088) |
| Déficit de trésorerie prévu au 31 décembre 2003 | (19 466) |

Incidences de l'insuffisance des moyens de financement sur les opérations de l'UNRWA

- 1.28 L'insuffisance de ses moyens de financement a contraint l'Office à promulguer en 1999 un nouveau Règlement du personnel local prévoyant un barème de rémunération moins favorable que le précédent. Cette mesure a certes permis à l'UNRWA de réaffecter une partie de ses recettes, mais elle a aussi suscité toutes sortes de difficultés, qui tiennent à ce que des agents exerçant les mêmes fonctions sont payés différemment selon qu'ils relèvent de l'ancien barème ou de celui figurant dans le Règlement du personnel local promulgué en 1999. Cette mesure a sensiblement entamé le moral et la motivation du personnel et a rendu les rémunérations offertes par l'Office nettement moins compétitives, d'où des délais de recrutement plus longs et une baisse de la qualité des nouvelles recrues.
- 1.29 Afin de réduire les disparités résultant de l'application du nouveau Règlement du personnel local, l'UNRWA veille à ce que chaque fois qu'une augmentation de traitement est accordée au personnel local, les agents relevant du Règlement du personnel promulgué en 1999 en bénéficient davantage que les autres. Actuellement, 31 % des agents locaux employés par l'Office relèvent de la version du Règlement du personnel local promulguée en 1999.
- 1.30 L'efficacité du procédé est illustrée par le fait que les écarts de rémunération entre les deux barèmes, qui allaient de 20 à 40 % en 2001, avaient été ramenés en 2003 à 9 à 38 %.
- 1.31 Étant dans l'impossibilité chronique de constituer une provision pour le financement d'indemnités de licenciement, l'Office se trouvera dans une situation financière délicate le jour où ses opérations prendront fin. Outre qu'il ne peut pas se permettre de réduire ses effectifs parce qu'ils sont déjà insuffisants, l'Office n'a de toute manière pas, pour le moment, les moyens de faire face au coût d'éventuels licenciements.
- 1.32 Le tableau 4 illustre les incidences que l'insuffisance chronique des moyens financiers de l'Office a sur ses programmes.

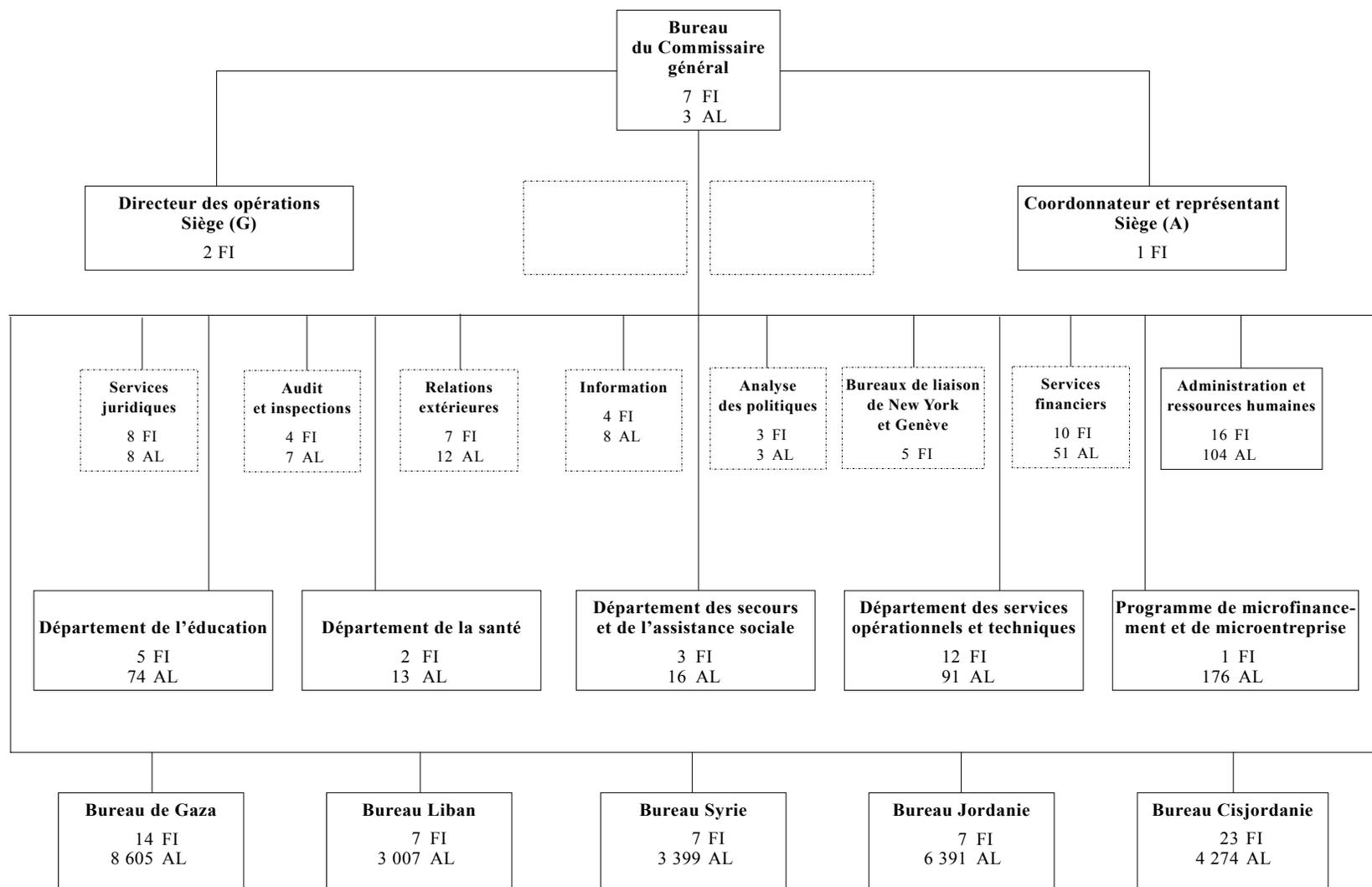
Tableau 4

**Indicateurs de l'incidence sur les opérations de l'UNRWA
de l'insuffisance de ses moyens financiers**

| | 1990 | 2002 |
|--|--------------|--------------|
| Rapport entre les contributions des donateurs et le montant du budget ordinaire | 102 % | 88 % |
| Pourcentage d'agents relevant du Règlement du personnel local promulgué en 1999* | Néant | 31 % |
| Somme moyenne dépensée annuellement par réfugié | 99 dollars | 73 dollars |
| Somme moyenne dépensée annuellement par réfugié pour les programmes de santé | 20 dollars | 13 dollars |
| Pourcentage des réfugiés remplissant les conditions requises qui reçoivent un supplément alimentaire minimum | 7 % | 5 % |
| Montant annuel de l'allocation spéciale aux familles de réfugiés en détresse | 64 dollars | 9 dollars |
| Somme moyenne dépensée par réfugié pour les secours et l'assistance sociale | 11 dollars | 7 dollars |
| Nombre de médecins pour 10 000 réfugiés | 0,8 | 0,85 |
| Densité de préposés à l'assainissement par rapport à la population des camps | 1 pour 1 000 | 1 pour 1 500 |

* Les conditions d'emploi du personnel recruté après l'entrée en vigueur du Règlement du personnel local promulgué en 1999 sont moins favorables que celles du personnel recruté antérieurement.

Organigramme



Abréviations : FI = poste de fonctionnaire recruté sur le plan international; AL = poste d'agent local.

Tableau 5
Budget de l'exercice 2004-2005, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

| Programme | Exercice financier 2004 | | | | | Exercice financier 2005 | | | | | Exercice biennal 2004-2005 | | | | |
|---|-------------------------|---------------|----------------|--------------------------|----------------|-------------------------|---------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|---------------|----------------|--------------------------|----------------|
| | Budget ordinaire | | | Budget des projets | Total | Budget ordinaire | | | Budget des projets | Total | Budget ordinaire | | | Budget des projets | Total |
| | En espèces | En nature | Total | | | En espèces | En nature | Total | | | En espèces | En nature | Total | | |
| Éducation | 187 902 | 617 | 188 519 | 22 054 | 210 573 | 193 975 | 636 | 194 611 | 20 415 | 215 026 | 381 877 | 1 253 | 383 130 | 42 469 | 425 599 |
| Santé | 56 476 | 5 361 | 61 837 | 6 621 | 68 458 | 59 387 | 5 593 | 64 980 | 6 405 | 71 385 | 115 863 | 10 954 | 126 817 | 13 026 | 139 843 |
| Secours et assistance sociale* | 19 726 | 14 631 | 34 357 | 9 460 | 43 817 | 20 067 | 15 440 | 35 507 | 13 460 | 48 967 | 39 793 | 30 071 | 69 864 | 22 920 | 92 784 |
| Microfinancement et microentreprise* | - | - | - | 6 821 | 6 821 | - | - | - | 6 855 | 6 855 | - | - | - | 13 676 | 13 676 |
| Services opérationnels et techniques | 22 903 | 29 | 22 932 | 990 | 23 922 | 22 352 | 30 | 22 382 | - | 22 382 | 45 255 | 59 | 45 314 | 990 | 46 304 |
| Services communs | 31 320 | - | 31 320 | - | 31 320 | 31 471 | - | 31 471 | - | 31 471 | 62 791 | - | 62 791 | - | 62 791 |
| Divers | 12 000 | - | 12 000 | - | 12 000 | 12 000 | - | 12 000 | - | 12 000 | 24 000 | - | 24 000 | - | 24 000 |
| Total | 330 327 | 20 638 | 350 965 | 45 946 | 396 911 | 339 252 | 21 699 | 360 951 | 47 135 | 408 086 | 669 579 | 42 337 | 711 916 | 93 081 | 804 997 |

* Y compris des dépenses d'un montant annuel de 3,1 millions de dollars inscrites au budget des projets, qu'il est prévu de financer au moyen des recettes provenant du programme de microfinancement et de microentreprise et du programme de microépargne.

Tableau 6
Budget de 2004-2005, par programme et zone d'activité

(Dépenses devant être couvertes par les contributions en espèces et en nature, en milliers de dollars des États-Unis)

| | Jordanie | | | Liban | | | République arabe syrienne | | |
|--|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------|---------------|---------------|
| | 2004 | 2005 | 2004-2005 | 2004 | 2005 | 2004-2005 | 2004 | 2005 | 2004-2005 |
| Programme d'éducation | | | | | | | | | |
| Enseignement général | | | | | | | | | |
| Enseignement élémentaire | 28 510 | 29 023 | 57 533 | 12 092 | 12 230 | 24 322 | 7 695 | 8 042 | 15 737 |
| Enseignement préparatoire | 17 665 | 18 001 | 35 666 | 9 199 | 10 023 | 19 222 | 5 756 | 5 502 | 11 258 |
| Enseignement secondaire (Liban) | - | - | - | 1 848 | 1 912 | 3 760 | - | - | - |
| Total partiel | 46 175 | 47 024 | 93 199 | 23 139 | 24 165 | 47 304 | 13 451 | 13 544 | 26 995 |
| Enseignement technique et formation professionnelle | | | | | | | | | |
| Formation pédagogique (avant entrée en fonction) | 266 | 264 | 530 | 124 | 126 | 250 | - | - | - |
| Planification et gestion | | | | | | | | | |
| Perfectionnement pédagogique (en cours d'emploi) | 160 | 148 | 308 | 471 | 499 | 970 | 137 | 117 | 254 |
| Placement et orientation professionnelle | - | - | - | 1 | 1 | 2 | - | - | - |
| Gestion du programme | 1 121 | 1 147 | 2 268 | 480 | 471 | 951 | 453 | 467 | 920 |
| Total partiel | 1 281 | 1 295 | 2 576 | 952 | 971 | 1 923 | 590 | 584 | 1 174 |
| Total, programme d'éducation | 50 927 | 51 772 | 102 699 | 26 445 | 27 518 | 53 963 | 15 202 | 15 310 | 30 512 |
| Programme de santé | | | | | | | | | |
| Services de soins | | | | | | | | | |
| Services de laboratoire | 493 | 529 | 1 022 | 358 | 369 | 727 | 271 | 256 | 527 |
| Soins ambulatoires | 5 411 | 5 697 | 11 108 | 3 706 | 3 795 | 7 501 | 2 221 | 2 287 | 4 508 |
| Soins aux mères et aux enfants | 532 | 559 | 1 091 | 346 | 354 | 700 | 123 | 131 | 254 |
| Prévention des maladies et lutte contre la morbidité | 1 022 | 1 039 | 2 061 | 884 | 919 | 1 803 | 610 | 625 | 1 235 |
| Rééducation | 130 | 130 | 260 | 37 | 37 | 74 | 85 | 85 | 170 |
| Dentisterie/stomatologie | 562 | 601 | 1 163 | 519 | 518 | 1 037 | 221 | 235 | 456 |
| Santé scolaire | 124 | 127 | 251 | - | - | - | 16 | 17 | 33 |
| Services hospitaliers | 800 | 800 | 1 600 | 4 588 | 4 588 | 9 176 | 1 063 | 1 063 | 2 126 |
| Total partiel | 9 074 | 9 482 | 18 556 | 10 438 | 10 580 | 21 018 | 4 610 | 4 699 | 9 309 |
| Salubrité de l'environnement | | | | | | | | | |
| Évacuation des eaux usées | 18 | 18 | 36 | 35 | 35 | 70 | 4 | 4 | 8 |
| Gestion des déchets solides | 1 822 | 1 821 | 3 643 | 1 874 | 1 940 | 3 814 | 527 | 540 | 1 067 |
| Approvisionnement en eau | 5 | 5 | 10 | 222 | 292 | 514 | 10 | 10 | 20 |
| Programme spécial de salubrité de l'environnement (Gaza) | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total partiel | 1 845 | 1 844 | 3 689 | 2 131 | 2 267 | 4 398 | 541 | 554 | 1 095 |

| | <i>Jordanie</i> | | | <i>Liban</i> | | | <i>République arabe syrienne</i> | | |
|--|-----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------------------------|--------------|---------------|
| | 2004 | 2005 | 2004-2005 | 2004 | 2005 | 2004-2005 | 2004 | 2005 | 2004-2005 |
| Alimentation et nutrition | 1 070 | 1 126 | 2 196 | 258 | 281 | 539 | 438 | 460 | 898 |
| Gestion du programme | 452 | 446 | 898 | 548 | 560 | 1 108 | 259 | 248 | 507 |
| Total, programme de santé | 12 441 | 12 898 | 25 339 | 13 375 | 13 688 | 27 063 | 5 848 | 5 961 | 11 809 |
| Secours et assistance sociale | | | | | | | | | |
| Secours | 5 294 | 5 540 | 10 834 | 5 919 | 6 154 | 12 073 | 3 275 | 3 392 | 6 667 |
| Éligibilité et immatriculation | 267 | 258 | 525 | 246 | 250 | 496 | 93 | 82 | 175 |
| Assistance sociale | | | | | | | | | |
| Programme de développement des communautés de réfugiés | 118 | 110 | 228 | 66 | 63 | 129 | 127 | 125 | 252 |
| Programme en faveur des femmes | 139 | 139 | 278 | 100 | 102 | 202 | 54 | 58 | 112 |
| Programme en faveur des handicapés | 122 | 123 | 245 | 173 | 179 | 352 | 37 | 42 | 79 |
| Programme en faveur des enfants et des jeunes | - | - | - | 20 | 21 | 41 | - | - | - |
| Programme de microcrédit et de microépargne | 200 | 200 | 400 | 187 | 189 | 376 | 38 | 38 | 76 |
| Total partiel | 579 | 572 | 1 151 | 546 | 554 | 1 100 | 256 | 263 | 519 |
| Gestion du programme | 143 | 137 | 280 | 221 | 225 | 446 | 90 | 75 | 165 |
| Total, secours et assistance sociale | 6 283 | 6 507 | 12 790 | 6 932 | 7 183 | 14 115 | 3 714 | 3 812 | 7 526 |
| Services opérationnels et techniques | | | | | | | | | |
| Achats et logistique | 1 632 | 1 640 | 3 272 | 2 208 | 2 255 | 4 463 | 1 171 | 1 115 | 2 286 |
| Ingénierie et petits travaux de construction | 417 | 429 | 846 | 426 | 425 | 851 | 294 | 277 | 571 |
| Informatique et télématique | 129 | 119 | 248 | 132 | 127 | 259 | 99 | 71 | 170 |
| Gestion | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total, services opérationnels et techniques | 2 178 | 2 188 | 4 366 | 2 766 | 2 807 | 5 573 | 1 564 | 1 463 | 3 027 |
| Services communs | | | | | | | | | |
| Bureau du Commissaire général | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Services juridiques | 24 | 24 | 48 | 92 | 92 | 184 | 8 | 8 | 16 |
| Audit et inspections | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Relations extérieures | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Information | 62 | 63 | 125 | 63 | 61 | 124 | 29 | 29 | 58 |
| Analyse des politiques | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Bureaux de liaison de New York et de Genève | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Administration et ressources humaines | 2 253 | 2 274 | 4 527 | 2 648 | 2 683 | 5 331 | 1 457 | 1 424 | 2 881 |
| Services financiers | 397 | 406 | 803 | 505 | 518 | 1 023 | 291 | 288 | 579 |

| | <i>Jordanie</i> | | | <i>Liban</i> | | | <i>République arabe syrienne</i> | | |
|--|-----------------|---------------|------------------|---------------|---------------|------------------|----------------------------------|---------------|------------------|
| | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> |
| Divers | | | | | | | | | |
| Alimentation du Fonds de roulement | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Augmentations de traitement | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Provision pour imprévus | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total partiel, divers | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total, services communs | 2 736 | 2 767 | 5 503 | 3 308 | 3 354 | 6 662 | 1 785 | 1 749 | 3 534 |
| Total général, budget ordinaire | 74 566 | 76 132 | 150 698 | 52 825 | 54 551 | 107 376 | 28 115 | 28 295 | 56 410 |

| <i>Cisjordanie</i> | | | <i>Bande de Gaza</i> | | | <i>Siège</i> | | | Total | | |
|--------------------|---------------|------------------|----------------------|---------------|------------------|--------------|--------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | 2004 | 2005 | 2004-2005 |
| 15 570 | 16 324 | 31 894 | 35 354 | 36 893 | 72 247 | - | - | - | 99 221 | 102 512 | 201 734 |
| 8 051 | 8 490 | 16 541 | 24 299 | 25 453 | 49 752 | - | - | - | 64 970 | 67 469 | 132 439 |
| - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 848 | 1 912 | 3 760 |
| 23 621 | 24 814 | 48 435 | 59 653 | 62 346 | 121 999 | - | - | - | 166 039 | 171 893 | 337 933 |
| 5 092 | 5 123 | 10 215 | 2 262 | 2 260 | 4 522 | - | - | - | 13 950 | 14 010 | 27 960 |
| 624 | 636 | 1 260 | - | - | - | - | - | - | 1 014 | 1 026 | 2 040 |
| 76 | 77 | 153 | 124 | 127 | 251 | - | - | - | 968 | 968 | 1 936 |
| 20 | 20 | 40 | 15 | 15 | 30 | 43 | 44 | 87 | 79 | 80 | 159 |
| 850 | 869 | 1 719 | 1 507 | 1 569 | 3 076 | 2 059 | 2 109 | 4 168 | 6 470 | 6 632 | 13 102 |
| 946 | 966 | 1 912 | 1 646 | 1 711 | 3 357 | 2 102 | 2 153 | 4 255 | 7 517 | 7 680 | 15 197 |
| 30 283 | 31 539 | 61 822 | 63 561 | 66 317 | 129 878 | 2 102 | 1 153 | 4 255 | 188 520 | 194 609 | 383 130 |
| 415 | 416 | 831 | 604 | 624 | 1 228 | - | - | - | 2 141 | 2 194 | 4 335 |
| 3 459 | 3 662 | 7 211 | 6 290 | 6 525 | 12 815 | - | - | - | 21 177 | 21 966 | 43 142 |
| 391 | 395 | 786 | 1 321 | 1 349 | 2 670 | - | - | - | 2 713 | 2 788 | 5 501 |
| 541 | 564 | 1 105 | 1 799 | 1 910 | 3 709 | - | - | - | 4 856 | 5 057 | 9 912 |
| 278 | 281 | 559 | 270 | 273 | 543 | - | - | - | 800 | 806 | 1 606 |
| 368 | 372 | 730 | 429 | 428 | 857 | - | - | - | 2 099 | 2 144 | 4 243 |
| 74 | 75 | 149 | 281 | 293 | 574 | - | - | - | 496 | 512 | 1 007 |
| 4 264 | 4 264 | 8 528 | 1 390 | 1 390 | 2 780 | - | - | - | 12 105 | 12 105 | 24 209 |
| 9 880 | 10 019 | 19 899 | 12 384 | 12 792 | 25 176 | - | - | - | 46 386 | 47 572 | 93 955 |
| 66 | 66 | 132 | 5 | 5 | 10 | - | - | - | 128 | 128 | 256 |
| 1 550 | 1 576 | 3 126 | 2 048 | 3 423 | 5 471 | - | - | - | 7 821 | 9 300 | 17 121 |
| 166 | 161 | 327 | 228 | 255 | 483 | - | - | - | 631 | 723 | 1 354 |
| - | - | - | 274 | 443 | 717 | - | - | - | 274 | 443 | 717 |
| 1 782 | 1 803 | 3 585 | 2 555 | 4 126 | 6 681 | - | - | - | 8 854 | 10 594 | 19 448 |

| <i>Cisjordanie</i> | | | <i>Bande de Gaza</i> | | | <i>Siège</i> | | | Total | | |
|--------------------|---------------|------------------|----------------------|---------------|------------------|--------------|--------------|------------------|---------------|---------------|------------------|
| <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | 2004 | 2005 | 2004-2005 |
| 449 | 472 | 921 | 1 207 | 1 266 | 2 473 | – | – | – | 3 422 | 3 605 | 7 027 |
| 588 | 596 | 1 184 | 480 | 497 | 977 | 850 | 863 | 1 713 | 3 177 | 3 210 | 6 387 |
| 12 699 | 12 890 | 25 589 | 16 626 | 18 681 | 35 307 | 850 | 863 | 1 713 | 61 837 | 64 980 | 126 817 |
| 3 901 | 4 070 | 7 971 | 10 294 | 10 674 | 20 968 | 19 | 19 | 38 | 28 702 | 29 849 | 58 550 |
| 246 | 251 | 497 | 397 | 391 | 788 | – | – | – | 1 249 | 1 232 | 2 481 |
| 119 | 119 | 238 | 260 | 263 | 523 | – | – | – | 690 | 680 | 1 370 |
| 200 | 202 | 402 | 62 | 62 | 124 | – | – | – | 555 | 563 | 1 118 |
| 197 | 198 | 396 | 490 | 494 | 984 | – | – | – | 1 019 | 1 036 | 2 055 |
| 66 | 67 | 133 | 1 | 1 | 2 | – | – | – | 87 | 89 | 176 |
| 111 | 112 | 223 | 60 | 60 | 120 | – | – | – | 596 | 599 | 1 195 |
| 693 | 698 | 1 391 | 873 | 880 | 1 753 | – | – | – | 2 947 | 2 967 | 5 914 |
| 173 | 176 | 349 | 240 | 243 | 483 | 591 | 605 | 1 196 | 1 458 | 1 461 | 2 919 |
| 5 013 | 5 195 | 10 208 | 11 804 | 12 188 | 23 992 | 610 | 624 | 1 234 | 34 357 | 35 507 | 69 864 |
| 2 476 | 2 594 | 5 070 | 3 478 | 3 632 | 7 110 | 4 339 | 3 903 | 8 242 | 15 304 | 15 139 | 30 444 |
| 635 | 631 | 1 266 | 1 353 | 1 329 | 2 682 | 543 | 528 | 1 071 | 3 668 | 3 619 | 7 287 |
| 152 | 155 | 307 | 226 | 241 | 467 | 2 912 | 2 597 | 5 509 | 3 650 | 3 310 | 6 960 |
| – | – | – | – | – | – | 310 | 313 | 623 | 310 | 313 | 623 |
| 3 263 | 3 380 | 6 643 | 5 057 | 5 202 | 10 259 | 8 104 | 7 341 | 15 445 | 22 932 | 22 382 | 45 314 |
| – | – | – | – | – | – | 1 940 | 1 980 | 3 920 | 1 940 | 1 980 | 3 920 |
| 10 | 10 | 20 | – | – | – | 1 234 | 1 264 | 2 498 | 1 368 | 1 398 | 2 766 |
| – | – | – | – | – | – | 1 083 | 1 104 | 2 187 | 1 083 | 1 104 | 2 187 |
| 438 | 450 | 888 | – | – | – | 923 | 927 | 1 850 | 1 361 | 1 377 | 2 738 |
| 50 | 53 | 103 | 91 | 84 | 175 | 694 | 680 | 1 374 | 989 | 970 | 1 959 |
| – | – | – | – | – | – | 550 | 556 | 1 106 | 550 | 556 | 1 106 |
| – | – | – | – | – | – | 684 | 695 | 1 379 | 684 | 695 | 1 379 |
| 3 470 | 3 496 | 6 966 | 3 583 | 3 617 | 7 200 | 4 974 | 4 938 | 9 912 | 18 385 | 18 432 | 36 817 |
| 460 | 468 | 928 | 456 | 453 | 909 | 2 851 | 2 826 | 5 677 | 4 960 | 4 959 | 9 919 |

| <i>Cisjordanie</i> | | | <i>Bande de Gaza</i> | | | <i>Siège</i> | | | Total | | |
|--------------------|---------------|------------------|----------------------|----------------|------------------|---------------|---------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2004-2005</i> | 2004 | 2005 | 2004-2005 |
| - | - | - | - | - | - | 7 000 | 3 000 | 10 000 | 7 000 | 3 000 | 10 000 |
| - | - | - | - | - | - | 4 000 | 8 000 | 12 000 | 4 000 | 8 000 | 12 000 |
| - | - | - | - | - | - | 1 000 | 1 000 | 2 000 | 1 000 | 1 000 | 2 000 |
| - | - | - | - | - | - | 12 000 | 12 000 | 24 000 | 12 000 | 12 000 | 24 000 |
| 4 428 | 4 477 | 8 905 | 4 130 | 4 154 | 8 284 | 26 933 | 26 970 | 53 903 | 43 320 | 43 471 | 86 791 |
| 55 686 | 57 481 | 113 167 | 101 178 | 106 540 | 207 718 | 38 598 | 37 949 | 76 547 | 350 968 | 360 948 | 711 916 |

Tableau 7

Dépenses de l'UNRWA, par catégorie

(Dépenses devant être financées par des contributions en espèces et en nature, en milliers de dollars des États-Unis)

| | <i>2000-2001 Dépenses effectives</i> | <i>2002-2003 Dépenses inscrites au budget</i> | <i>2004-2005 Prévisions</i> |
|---|--|---|---------------------------------|
| Personnel | | | |
| Personnel international | 25 215 | 29 462 | 38 170 |
| Personnel local | 399 252 | 440 292 | 469 678 |
| Total partiel | 424 467 | 469 754 | 507 848 |
| Services | | | |
| Voyages | 1 781 | 2 250 | 2 386 |
| Télécommunications | 2 127 | 2 477 | 3 181 |
| Transports | 569 | 1 044 | 1 087 |
| Redevances portuaires | 675 | 1 031 | 1 695 |
| Formation | 455 | 1 979 | 2 012 |
| Entretien du matériel et du mobilier | 972 | 1 478 | 1 649 |
| Services divers | 5 590 | 7 513 | 7 855 |
| Services consultatifs | 582 | 1 203 | 1 114 |
| Services hospitaliers | 12 667 | 16 469 | 18 314 |
| Total partiel | 25 418 | 35 444 | 39 294 |
| Fournitures | | | |
| Fournitures médicales | 14 112 | 19 309 | 22 189 |
| Fournitures pour les transports | 1 645 | 2 730 | 3 360 |
| Vêtements | 395 | 589 | 568 |
| Manuels scolaires et livres de bibliothèque | 9 691 | 11 112 | 12 239 |
| Articles de sport | 196 | 256 | 256 |
| Denrées alimentaires fraîches | 1 034 | 1 275 | 1 189 |
| Fournitures diverses | 6 799 | 7 213 | 7 371 |
| Fournitures pédagogiques | 87 | 195 | 198 |
| Fournitures de base | 35 102 | 40 853 | 37 439 |
| Total partiel | 69 061 | 83 532 | 84 809 |
| Matériel et petits travaux de construction | | | |
| Matériel informatique et logiciels | 1 636 | 2 083 | 5 662 |
| Matériel et mobilier | 2 781 | 3 319 | 3 864 |
| Matériel de transport | 774 | 2 978 | 3 076 |
| Petits travaux de construction | 769 | 690 | 878 |
| Total partiel | 5 960 | 9 071 | 13 480 |

| | 2000-2001 <i>Dépenses effectives</i> | 2002-2003 <i>Dépenses inscrites au budget</i> | 2004-2005 <i>Prévisions</i> |
|----------------------------------|---|--|--------------------------------|
| Locaux | | | |
| Loyers | 2 564 | 2 655 | 2 522 |
| Services publics | 3 392 | 3 775 | 4 386 |
| Entretien | 5 594 | 6 343 | 6 073 |
| Total partiel | 11 550 | 12 773 | 12 981 |
| Subventions | | | |
| Subventions pour soins médicaux | 2 666 | 2 784 | 4 748 |
| Autres subventions | 18 868 | 21 237 | 23 429 |
| Total partiel | 21 534 | 24 021 | 28 177 |
| Réserves | | | |
| Réserve opérationnelle | - | 1 175 | 1 327 |
| Total partiel | - | 1 175 | 1 327 |
| Total | 557 990 | 635 770 | 687 916 |
| Divers | | | |
| Dépenses diverses | - | 31 000 | 24 000 |
| Séquelles de la crise | - | 8 059 | - |
| Total partiel | - | 39 059 | 24 000 |
| Total, budget ordinaire | 557 990 | 674 829 | 711 916 |
| Total, budget des projets | 101 712 | 116 909 | 93 081 |

Financement : croissance négative

Tableau 8

Indicateurs de l'évolution des besoins de financement de l'UNRWA

| <i>Indicateur</i> | 1996-1997 | 1998-1999 | 2000-2001 | 2002-2003 | 2004-2005 | <i>Accroissement prévu en 2004-2005 par rapport à 2002-2003 (pourcentage)</i> |
|---------------------------------|----------------------------|-----------|-----------|-------------------------|-----------|---|
| | <i>Dépenses effectives</i> | | | <i>Dépenses prévues</i> | | |
| Nombre de postes d'agent local | 21 553 | 22 212 | 23 151 | 24 503 | 26 242 | 7,1 |
| Nombre d'élèves | 447 268 | 458 716 | 486 026 | 500 973 | 518 321 | 3,5 |
| Nombre de postes d'enseignant | 12 952 | 13 667 | 14 615 | 15 735 | 16 416 | 4,3 |
| Nombre de prestations médicales | 7 198 288 | 7 163 056 | 7 784 357 | 8 900 000 | 9 000 000 | 1,1 |
| Nombre de cas de détresse | 176 739 | 191 529 | 206 601 | 223 725 | 239 660 | 7,1 |
| Nombre de réfugiés immatriculés | 3 469 109 | 3 625 592 | 3 926 787 | 4 166 593 | 4 463 359 | 7,1 |

- 1.33 On estime à 3,5 % le taux d'accroissement annuel de la population dont s'occupe l'UNRWA et dont la demande de services à laquelle doit répondre l'Office. Par ailleurs, on estime à 4 % le taux annuel d'inflation dans la zone d'opération de l'UNRWA. Ces deux facteurs justifieraient une croissance annuelle du budget de 7,5 %.
- 1.34 Le tableau 9 montre que le total des prévisions figurant dans le budget de 2004-2005 dépasse de 5,5 % (2,75 % par an), en dollars courants, le montant du budget ordinaire de 2002-2003. En termes réels, ce budget accuse une croissance négative de 4,75 % par an (7,5 %-2,75 %), et il est à prévoir que l'exécution des programmes et la prestation des services de l'UNRWA subiront une contraction correspondante. Il est à noter que le budget ordinaire de 2002-2003 était déjà en retrait de 6 % par rapport au budget de l'exercice précédent (3 % par an).
- 1.35 Cette croissance réelle négative (4,75 % par an), qui dénote l'insuffisance des contributions des donateurs au regard des besoins réels d'une population de réfugiés de plus en plus nombreuse, aura forcément des conséquences pour cette population. Le taux de croissance négative du budget de 2002-2003 ayant été de 6 %, le taux négatif de 9,5 % prévu pour 2004-2005 signifie que l'UNRWA, sur une période de quatre ans, aura vu ses ressources se contracter de 15,5 % en termes réels.
- 1.36 L'UNRWA ayant déjà du mal à maintenir la qualité de ses programmes du fait de déficits budgétaires chroniques, le budget ordinaire prévu pour 2004-2005 est si serré que la qualité des services d'éducation et de santé, des secours et de l'assistance sociale fournis par l'Office risque de décliner encore. L'insuffisance chronique des moyens de financement, qui est illustrée de façon frappante par la baisse des dépenses annuelles par réfugié, tombées de 200 dollars dans les années 70 à 73 dollars en 2002, a de profondes répercussions sur les services offerts par l'Office, comme en témoignent éloquemment les faits suivants : dans les écoles gérées par l'UNRWA, les salles de classe sont si surpeuplées qu'il faut recourir au système des classes alternées; les dispensaires sont surchargés de travail; il a fallu réduire l'aide alimentaire aux familles de réfugiés les plus démunies; enfin, l'Office a perdu des agents locaux qualifiés faute de pouvoir offrir une rémunération compétitive.
- 1.37 Le budget ordinaire de l'exercice 2004-2005 prévoit le strict minimum indispensable au maintien des services essentiels à leur niveau actuel, plus des dépenses nouvelles inévitables. Ces dépenses nouvelles sont rendues nécessaires par l'inclusion par les autorités hôtes de matières nouvelles dans les programmes scolaires, notamment l'informatique dans le cas du programme d'enseignement général, et aussi par l'accroissement naturel de la population de réfugiés. Dans la réalité, du fait de la croissance négative du budget, l'Office devra s'efforcer de maintenir les activités programmées essentielles avec des moyens inférieurs à ce qu'ils auraient été si le budget avait été établi sur la base des besoins réels et dans l'hypothèse d'un financement intégral.

Tableau 9

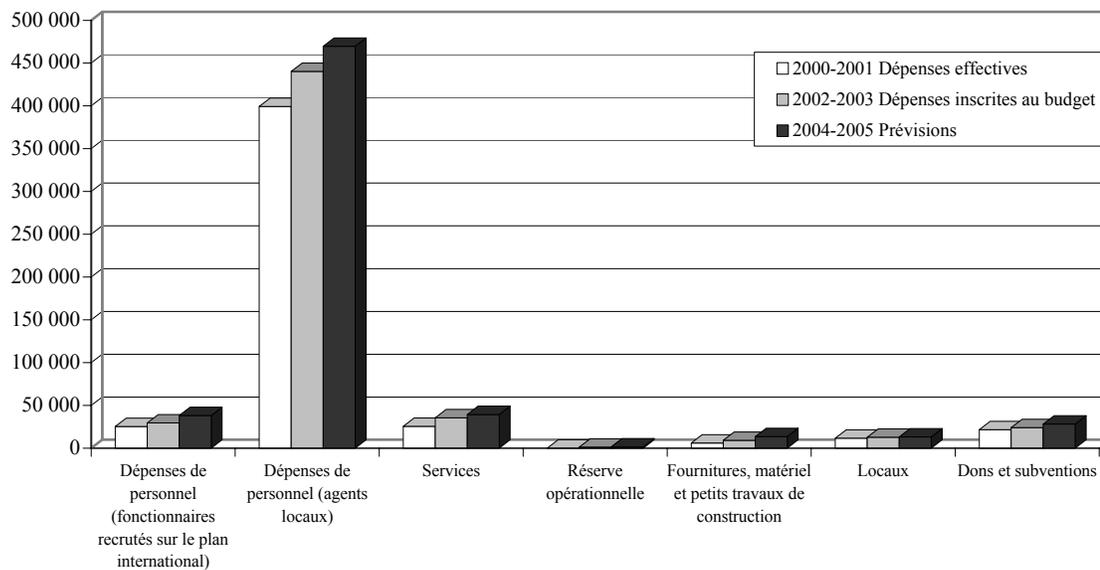
**Récapitulation des dépenses inscrites au budget ordinaire,
par catégorie**

| Catégorie | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Croissance des ressources | |
|---|-------------------------------------|---|-------------------------|---------------------------|---------------|
| | | | | Montant | Pourcentage |
| Dépenses de personnel (fonctionnaires recrutés sur le plan international) | 25 215 | 29 462 | 38 170 | 8 708 | 29,6 |
| Dépenses de personnel (agents locaux) | 399 252 | 440 292 | 469 678 | 29 386 | 6,7 |
| Services | 25 418 | 35 444 | 39 294 | 3 850 | 10,9 |
| Réserve opérationnelle | – | 1 175 | 1 327 | 152 | 12,9 |
| Fournitures | 69 061 | 83 532 | 84 809 | 1 277 | 1,5 |
| Matériel et petits travaux de construction | 5 960 | 9 071 | 13 480 | 4 409 | 48,6 |
| Locaux | 11 550 | 12 773 | 12 981 | 208 | 1,6 |
| Dons et subventions | 21 534 | 24 021 | 28 177 | 4 156 | 17,3 |
| Total partiel | 557 990 | 635 770 | 687 916 | 52 146 | 8,2 |
| Alimentation du fonds de roulement | – | 14 000 | 10 000 | (4 000) | (28,6) |
| Augmentations de traitement | – | 15 000 | 12 000 | (3 000) | (20,0) |
| Provision pour imprévus | – | 2 000 | 2 000 | – | – |
| Séquelles de la crise | – | 8 059 | – | (8 059) | (100,0) |
| Total partiel | – | 39 059 | 24 000 | (15 059) | (38,6) |
| Total | 557 990 | 674 829 | 711 916 | 37 087 | 5,5 |

Figure 1

Dépenses inscrites au budget ordinaire, par catégorie

(En milliers de dollars des États-Unis)

**Sources de financement**

- 1.38 Les ressources de l'UNRWA proviennent de sources diverses. L'Office ne peut offrir les services inscrits à son programme à une population qui s'accroît d'environ 3,5 % par an que pour autant qu'il reçoit chaque année des contributions volontaires suffisantes. L'Office a besoin de ressources supplémentaires pour exécuter le budget des projets et réaliser des opérations d'urgence. Les figures 2 et 3 indiquent, pour 2004 et 2005, la répartition selon leurs sources des moyens dont l'Office compte disposer pour exécuter l'intégralité de son budget (budget ordinaire et budget des projets).

Figure 2

Sources de financement de la totalité du budget, 2004

(Contributions en espèces et valeur des contributions en nature, en milliers de dollars des États-Unis)

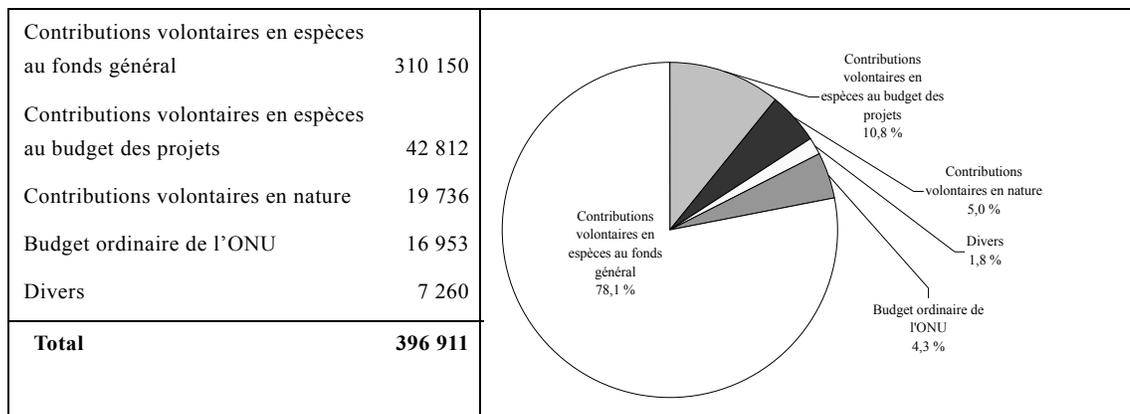
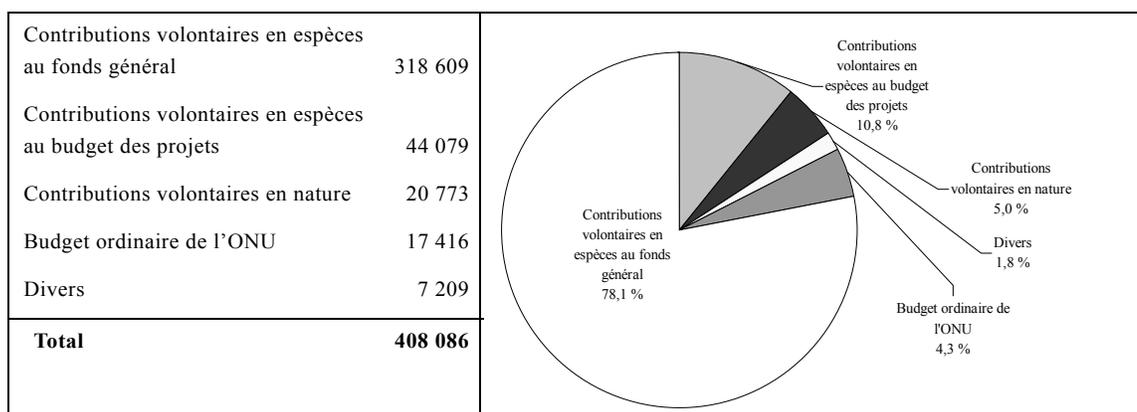


Figure 3

Sources de financement de la totalité du budget, 2005

(Contributions en espèces et valeur des contributions en nature, en milliers de dollars des États-Unis)



- 1.39 L'UNRWA n'étant pas habilité à percevoir des contributions obligatoires, le financement de son budget repose presque entièrement sur les contributions volontaires, en espèces et en nature, qu'il reçoit de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales.
- 1.40 Il est prévu que les contributions volontaires couvriront environ 93,9 % du total des dépenses inscrites au budget de 2004-2005, et que ces contributions se répartiront comme suit : 78,1 % de contributions en espèces au fonds général, 10,8 % de contributions en espèces au budget des projets et environ 5 % de contributions en nature.
- 1.41 Le financement par le budget ordinaire de l'ONU de 105 postes de fonctionnaire recruté sur le plan international représente annuellement environ 4,3 % de la totalité des ressources de l'Office. Le solde des recettes prévues, soit 1,8 %, proviendra des sources suivantes :

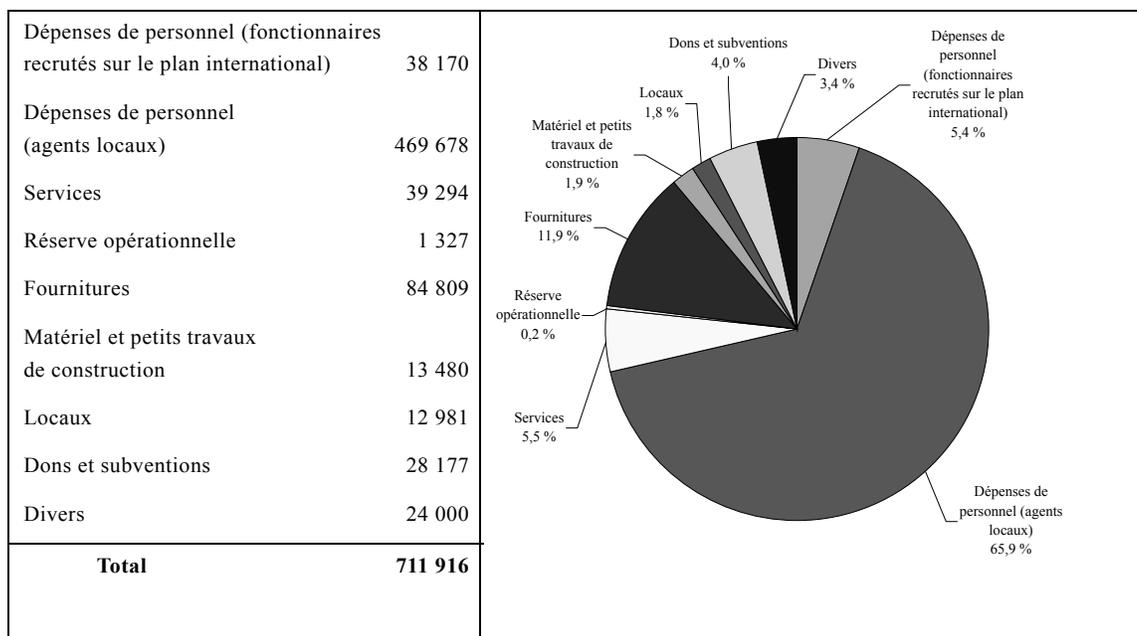
- i) Environ 3 millions de dollars d'intérêts, de remboursements au titre de l'appui aux programmes et de recettes diverses;
- ii) 3,1 millions de dollars par an provenant de la rémunération des prêts consentis dans le cadre du programme de microcrédit et du programme de microépargnes, recettes qui couvriront les coûts de fonctionnement de ces programmes, lesquels seront donc autofinancés;
- iii) Financement de sept postes (2 postes de fonctionnaire recruté sur le plan international et 5 postes d'agent local) par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de quatre postes (2 postes de fonctionnaire recruté sur le plan international et 2 postes d'agent local) par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le cadre de l'assistance technique qu'elles accordent, respectivement, pour le programme d'éducation et pour le programme de santé de l'Office (1 130 000 dollars par an).

Répartition des dépenses par catégorie

Figure 4

Budget ordinaire de 2004-2005 : répartition des dépenses par catégorie

(Dépenses devant être couvertes par les contributions en espèces et en nature, en milliers de dollars des États-Unis)



- 1.42 La figure 4 illustre la répartition par catégorie des dépenses prévues au budget ordinaire de 2004-2005. Les dépenses de personnel représentent 71,3 % du budget ordinaire (65,9 % pour les agents locaux et 5,4 % pour le personnel international). Le coût des fournitures (44,1 % de dons en nature) représente 11,9 % du budget, et celui des services 5,5 %. Les autres catégories de dépenses représentent chacune moins de 5 % du total du budget. Le tableau 9 indique la croissance des ressources prévue pour chaque catégorie de dépenses. Cette croissance est expliquée dans les paragraphes qui suivent.

- 1.43 **Dépenses de personnel (fonctionnaires recrutés sur le plan international)** : ces dépenses comprennent toutes celles afférentes aux postes de fonctionnaire recruté sur le plan international. La croissance des ressources, de 8,7 millions de dollars (29,6 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2002-2003, est imputable au relèvement des coûts standard utilisés pour la budgétisation des dépenses de personnel, à la création d'un poste P-5 financé par l'OMS et à la création prévue de quatre autres postes (1 D-1, 1 P-5, 1 P-3 et 1 poste d'agent des services généraux).
- 1.44 **Dépenses de personnel (agents locaux)** : ces dépenses comprennent toutes celles afférentes au personnel local, y compris celui recruté temporairement et les vacataires. La croissance des ressources, de 29,4 millions de dollars (6,7 %) par rapport à l'exercice 2002-2003, est imputable aux facteurs suivants :
- i) Une augmentation de 17 millions de dollars pour la création de 1 739 postes d'agent local, en vue de permettre à l'Office de faire partiellement face à l'accroissement naturel de la population de réfugiés (voir plus haut);
 - ii) Une augmentation de 8,9 millions de dollars imputable aux augmentations annuelles de rémunération (augmentations d'échelon);
 - iii) Une majoration de 2,6 millions de dollars pour les augmentations de traitement accordées en 2002-2003 et l'augmentation des indemnités et prestations;
 - iv) Une augmentation de 900 000 dollars pour le recrutement occasionnel de préposés supplémentaires à l'assainissement.
- 1.45 **Services** : toutes dépenses afférentes aux services dont l'Office a besoin pour ses activités, y compris les services hospitaliers, les services portuaires, les services de courtiers en douanes, la location de véhicules, les services postaux et téléphoniques, les voyages, la formation du personnel, etc. L'augmentation de 3,8 millions de dollars (10,9 %) prévue par rapport au montant des crédits ouverts pour 2002-2003 est imputable aux facteurs suivants :
- i) Une augmentation de 1,9 million de dollars des dépenses afférentes aux services hospitaliers (1,6 million de dollars pour le Liban, 100 000 dollars pour la Cisjordanie, 600 000 dollars pour la République arabe syrienne, moins 400 000 dollars réaffectés en Jordanie aux subventions aux patients);
 - ii) Une augmentation de 700 000 dollars des dépenses de télécommunications, imputable à l'expansion du Réseau étendu satellitaire;
 - iii) Une augmentation de 600 000 dollars des redevances portuaires;
 - iv) Une augmentation de 400 000 dollars du coût des autres services;
 - v) Une augmentation de 200 000 dollars du coût des services divers (assurance des véhicules).
- 1.46 **Réserve opérationnelle** : cette réserve doit permettre de faire face, sur le terrain, à des dépenses qui n'avaient pas été prévues au moment de l'élaboration du budget. Les sommes affectées à la réserve opérationnelle sont considérées comme faisant partie des coûts directs des programmes. L'augmentation prévue de 100 000 dollars (12,9 %) est due au relèvement du montant réservé pour le programme d'éducation.
- 1.47 **Fournitures** : les prévisions concernent les fournitures que l'Office doit acheter ou reçoit comme contributions en nature : rations alimentaires, fournitures de base, fournitures médicales, manuels scolaires, carburants, pièces de rechange, fournitures de bureau, etc. L'augmentation de 1,3 million de dollars (1,5 %) prévue par rapport à l'exercice 2002-2003 est imputable aux facteurs suivants :

- i) Une diminution de 3,4 millions de dollars de la valeur des fournitures de base devant être reçues comme contributions en nature, due à des modifications de la composition des allocations de fournitures aux réfugiés les plus démunis, qui a entraîné une réduction des coûts standard retenus pour l'établissement du budget;
- ii) Une augmentation de 2,9 millions de dollars du coût des fournitures médicales, due à des hausses de prix et à l'augmentation prévue du nombre des prestations médicales;
- iii) Une augmentation de 1,1 million de dollars du coût des manuels scolaires, due à l'adjonction aux programmes de matières nouvelles par les autorités hôtes et à l'accroissement prévu des effectifs scolaires;
- iv) Une augmentation de 700 000 dollars du coût des fournitures pour les transports, due à la hausse du prix des carburants.

1.48 **Matériel et petits travaux de construction** : il s'agit des dépenses afférentes à tous les achats de matériel (matériel informatique et logiciels, mobilier et véhicules) et aux petits travaux de construction. L'augmentation de 4,4 millions de dollars (48,6 %) prévue par rapport à 2002-2003 est imputable aux facteurs suivants :

- i) Une augmentation de 3,6 millions de dollars des dépenses afférentes à l'achat de matériel informatique et de logiciels, prévue pour permettre le remplacement d'ordinateurs obsolètes, l'achat de logiciels plus performants et l'installation de laboratoires d'informatique dans les écoles gérées par l'Office, laboratoires qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre des nouveaux programmes scolaires adoptés par les autorités hôtes;
- ii) Une augmentation de 600 000 dollars pour le remplacement du matériel et du mobilier qui seront déclarés hors d'usage à la suite des inspections prévues durant l'exercice biennal;
- iii) Une augmentation de 200 000 dollars pour de petits travaux de construction, par exemple la construction de baraquements scolaires.

1.49 **Locaux** : loyers, entretien, électricité et eau. L'augmentation de 200 000 dollars (1,6 %) prévue par rapport à 2002-2003 est due à l'effet net des facteurs suivants :

- i) Une augmentation de 600 000 dollars des tarifs des services publics;
- ii) Une diminution de 300 000 dollars des dépenses prévues pour l'entretien des locaux, imputable à la non-actualisation du montant budgétisé pour 2002-2003;
- iii) Une diminution de 100 000 dollars des dépenses afférentes aux loyers, en prévision de la libération de locaux loués, rendue possible par la construction de nouveaux locaux.

1.50 **Dons et subventions** : sommes payées directement aux réfugiés dans le cadre d'activités programmées (subventions aux patients, soutien aux centres communautaires, aide alimentaire en espèces, etc.). L'augmentation des dépenses de 4,1 millions de dollars (17,3 %) prévue par rapport à l'exercice 2002-2003 est imputable aux facteurs suivants :

- i) Une augmentation de 2,2 millions de dollars des dépenses afférentes aux subventions en espèces accordées aux familles de réfugiés les plus démunies;
- ii) Une augmentation de 1,9 million de dollars des dépenses afférentes aux subventions aux patients.

1.51 **Dépenses diverses** : dépenses non encore réparties entre les zones d'activité ou les programmes, soit :

- i) 12 millions de dollars pour une augmentation annuelle minimale de 2 % de la rémunération des agents locaux;
- ii) 10 millions de dollars pour porter le montant du fonds de roulement de l'Office au minimum requis pour couvrir les besoins de trésorerie pour un mois, soit 28 millions de dollars. À la clôture de l'exercice biennal 2002-2003, le solde du fonds de roulement devrait être de 18 millions de dollars;
- iii) 2 millions de dollars pour les imprévus.

Répartition par zone d'activité

Tableau 10

Répartition par zone d'activité des dépenses prévues au budget ordinaire

(En milliers de dollars des États-Unis)

| Zone d'activité | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Croissance des ressources | |
|------------------------------------|-------------------------------------|---|-------------------------|---------------------------|---------------|
| | | | | Montant | Pourcentage |
| Bande de Gaza | 169 264 | 191 980 | 207 718 | 15 738 | 8,2 |
| Liban | 86 974 | 98 265 | 107 376 | 9 111 | 9,3 |
| République arabe syrienne | 41 738 | 53 026 | 56 410 | 3 384 | 6,4 |
| Jordanie | 139 352 | 143 831 | 150 698 | 6 867 | 4,8 |
| Cisjordanie | 93 811 | 103 361 | 113 167 | 9 806 | 9,5 |
| Siège | 26 851 | 45 307 | 52 547 | 7 240 | 16,0 |
| Total partiel | 557 990 | 635 770 | 687 916 | 52 146 | 8,2 |
| Alimentation du fonds de roulement | – | 14 000 | 10 000 | (4 000) | (28,6) |
| Augmentations de traitement | – | 15 000 | 12 000 | (3 000) | (20,0) |
| Provision pour imprévus | – | 2 000 | 2 000 | – | – |
| Séquelles de la crise | – | 8 059 | – | (8 059) | (100,0) |
| Total partiel | – | 39 059 | 24 000 | (15 059) | (38,6) |
| Total | 557 990 | 674 829 | 711 916 | 37 087 | 5,5 |

Figure 5

Dépenses prévues au budget ordinaire, par zone d'activité

(En milliers de dollars des États-Unis)

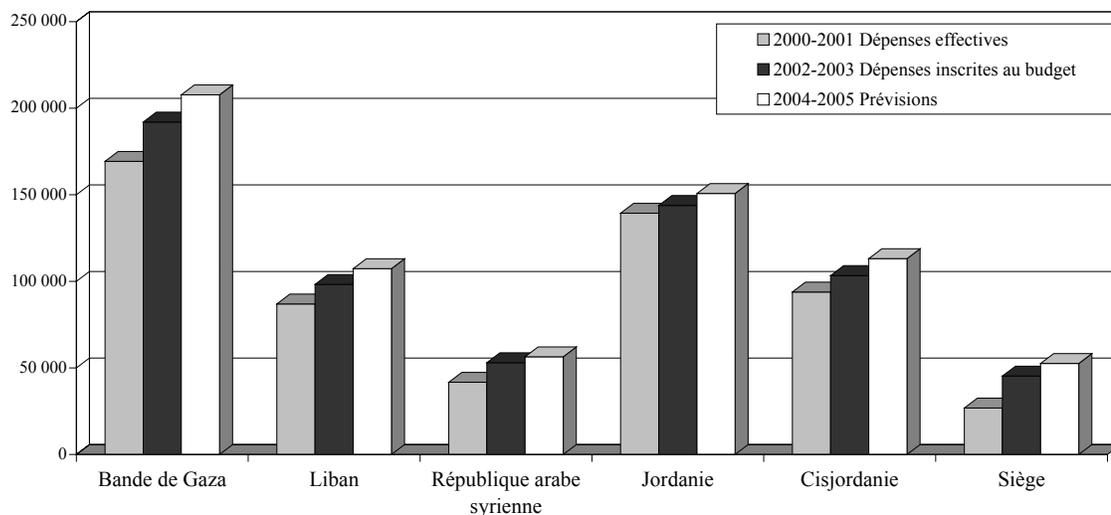
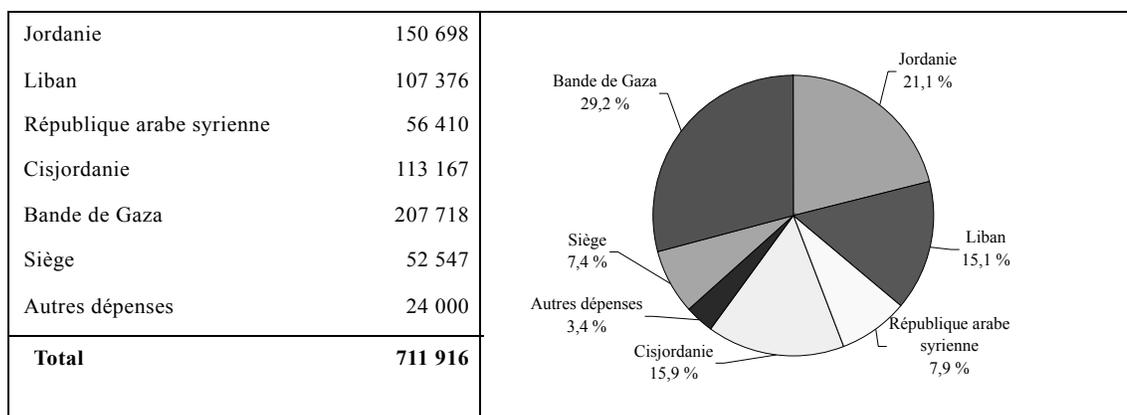


Figure 6

Budget ordinaire de 2004-2005, par zone d'activité

(Dépenses devant être couvertes par les contributions en espèces et en nature, en milliers de dollars des États-Unis)



- 1.52 La figure 6 indique la répartition des dépenses prévues au budget de 2004-2005 par zone d'activité; 89,2 % des crédits inscrits au budget ordinaire seront alloués directement aux activités sur le terrain. Si l'on ajoute aux crédits alloués aux activités sur le terrain le montant prévu pour alimenter le fonds de roulement, cette proportion passe à 92,6 %. Les dépenses afférentes au siège de l'UNRWA représentent 7,4 % du total des dépenses. La répartition des dépenses entre les différentes zones d'activité n'indique aucune disparité quant à la nature des prestations; ces dépenses sont fonction, dans chaque zone, de l'effectif des réfugiés, du taux de change du dollar, des coûts et du niveau des prestations fournies par les autorités hôtes.

Répartition par programme

Tableau 11

Récapitulatif des dépenses prévues au budget ordinaire, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

| Programme | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Croissance des ressources | |
|--|-------------------------------------|---|-------------------------|---------------------------|---------------|
| | | | | Montant | Pourcentage |
| Programme d'éducation | 327 800 | 351 321 | 383 130 | 31 809 | 9,1 |
| Programme de santé | 99 883 | 119 573 | 126 817 | 7 244 | 6,1 |
| Programme de secours et d'assistance sociale | 56 047 | 68 538 | 69 864 | 1 326 | 1,9 |
| Services opérationnels et techniques | 35 872 | 39 435 | 45 314 | 5 879 | 14,9 |
| Services communs | 38 388 | 56 903 | 62 791 | 5 888 | 10,3 |
| Total partiel | 557 990 | 635 770 | 687 916 | 52 146 | 8,2 |
| Alimentation du fonds de roulement | – | 14 000 | 10 000 | (4 000) | (28,6) |
| Augmentations de traitement | – | 15 000 | 12 000 | (3 000) | (20,0) |
| Provision pour imprévus | – | 2 000 | 2 000 | – | – |
| Séquelles de la crise | – | 8 059 | – | (8 059) | (100,0) |
| Total partiel | – | 39 059 | 24 000 | (15 059) | (38,6) |
| Total | 557 990 | 674 829 | 711 916 | 37 087 | 5,5 |

Figure 7

Dépenses prévues au budget ordinaire, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

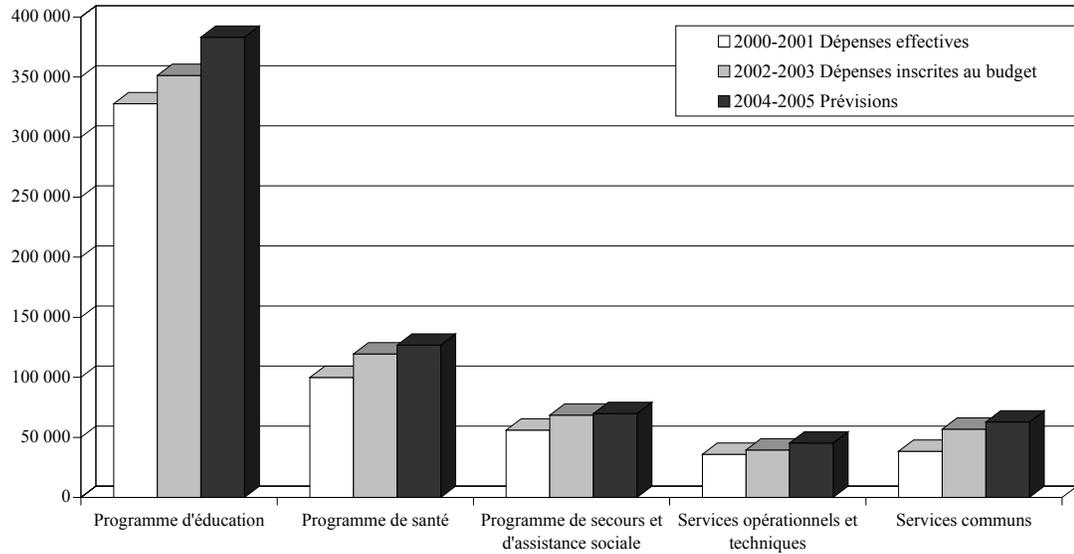
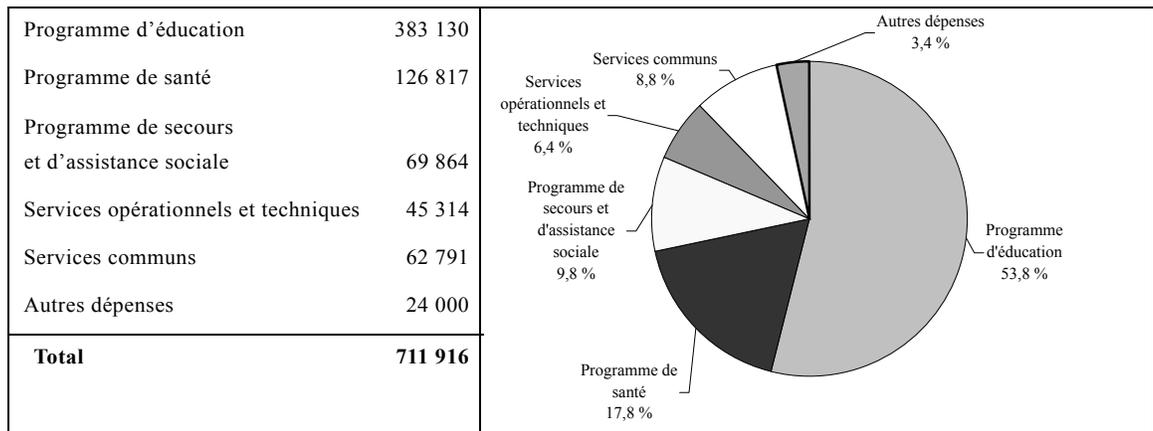


Figure 8

Budget ordinaire de 2004-2005, par programme

(Dépenses devant être financées par les contributions en espèces et en nature, en milliers de dollars des États-Unis)



- 1.53 La figure 8 indique la répartition par programme des dépenses prévues au budget de 2004-2005. Les crédits qu'il est prévu d'allouer directement au Programme d'éducation représentent 53,8 % du montant total du budget ordinaire; viennent ensuite le Programme de santé (17,8 %) et le Programme de secours et d'assistance sociale (9,8 %). Le restant des crédits inscrits au budget doit permettre de couvrir les dépenses d'appui et les dépenses non ventilées, notamment l'alimentation du fonds de roulement et l'augmentation de la rémunération des agents locaux.
- 1.54 Le tableau 11 indique comment la croissance du budget de 2004-2005 par rapport à celui de l'exercice 2002-2003 se répartit entre les programmes ordinaires de l'Office. Les prévisions de croissance pour chacun des grands programmes sont expliquées brièvement ci-après. Il convient aussi de se reporter aux paragraphes 1.42 à 1.51.
- 1.55 **Programme d'éducation** : l'augmentation de 31,8 millions de dollars (9,1 %) prévue par rapport au montant des crédits ouverts pour 2002-2003 est imputable à la nécessité de recruter du personnel enseignant supplémentaire, d'acheter de nouveaux manuels scolaires, d'installer des laboratoires d'informatique et de remplacer du mobilier scolaire hors d'usage, et à la création envisagée d'un poste P-3. Pour plus de détails sur le programme d'éducation, voir le tableau 12 et le paragraphe 1.72.
- 1.56 **Programme de santé** : l'augmentation de 7,2 millions de dollars (6,1 %) prévue par rapport au montant des crédits ouverts pour 2002-2003 est imputable à la nécessité de recruter du personnel supplémentaire pour les services de santé, à l'augmentation des frais d'hospitalisation et des dépenses afférentes aux subventions aux patients, ainsi qu'à l'augmentation prévue des besoins de fournitures médicales. Pour plus de détails sur le programme de santé, voir le tableau 13 et le paragraphe 1.99.
- 1.57 **Programme de secours et d'assistance sociale** : l'accroissement de 1,3 million de dollars (1,9 %) prévu par rapport au montant des crédits ouverts pour 2002-2003 doit permettre d'accorder davantage de subventions aux familles des réfugiés les plus démunies et de recruter des travailleurs sociaux supplémentaires. Pour plus de détails sur le programme de secours et d'assistance sociale, voir le tableau 14 et le paragraphe 1.120.
- 1.58 **Services opérationnels et techniques** : l'accroissement de 5,9 millions de dollars (14,9 %) prévu par rapport au montant des crédits ouverts pour 2002-2003 comprend l'augmentation des dépenses de personnel, des dépenses prévues pour renforcer le Réseau étendu satellitaire (nouveau matériel et extension des services) et l'augmentation prévue du prix des carburants, toutes dépenses requises pour l'exécution des autres programmes sur le terrain. Pour plus de détails sur les services opérationnels et techniques, voir le tableau 15 et le paragraphe 1.142.
- 1.59 **Services communs** : l'accroissement de 5,9 millions de dollars (10,3 %) prévu par rapport au montant des crédits ouverts pour 2002-2003 est imputable principalement au relèvement des coûts standard retenus pour la budgétisation des postes de fonctionnaire recruté sur le plan international et à la création envisagée de trois postes (1 poste de la classe D-1, un poste de la classe P-5 et un poste d'agent des services généraux). Pour plus de détails sur les services communs, voir le tableau 16 et le paragraphe 1.47.

II. Programme d'éducation

Aperçu général

- 1.60 Le Programme d'éducation est le plus important des programmes de l'Office, du point de vue tant de la part des ressources budgétaires que de la proportion des effectifs qui y sont affectés. Le programme, qui comprend un élément enseignement général, un élément formation pédagogique et un élément enseignement technique et formation professionnelle s'adresse aux enfants des réfugiés palestiniens et aux jeunes réfugiés et est conçu en fonction de leurs besoins, dans le souci de respecter leur identité et leur héritage culturel. Il s'inscrit dans le cadre des programmes scolaires arrêtés par les autorités hôtes et répond aux normes établies par l'UNESCO. Le sous-programme d'enseignement général, qui emploie actuellement 15 735 enseignants, comprend un volet enseignement élémentaire et préparatoire, pour toutes les zones d'activité de l'Office, et un volet enseignement secondaire, pour le Liban seulement; l'enseignement, dispensé dans les 656 écoles de l'UNRWA, s'adresse aux 500 973 enfants de réfugiés remplissant les conditions requises. Du fait de l'accroissement naturel de la population des réfugiés palestiniens, il est prévu que les effectifs scolaires augmenteront de 3,5 % durant l'exercice biennal 2004-2005, pour atteindre 518 321 élèves (au début de l'année scolaire 2005-2006). Le sous-programme d'enseignement technique et de formation professionnelle offre 5 101 places pour des stages de formation professionnelle et technique (formation jusqu'au niveau de technicien supérieur) dans huit centres de formation (deux en Jordanie, trois en Cisjordanie, un au Liban, un en République arabe syrienne et un dans la bande de Gaza). Le sous-programme de formation pédagogique est conçu en fonction d'une règle établie par le Gouvernement jordanien et l'Autorité palestinienne, selon laquelle les instituteurs doivent être titulaires d'un diplôme sanctionnant quatre années d'études universitaires. La formation dispensée aux futurs enseignants dans le cadre du sous-programme débouche sur un diplôme de ce type. Dans le cadre du quatrième sous-programme (placement et orientation professionnelle), l'Office aide les réfugiés palestiniens issus de ses centres de formation et d'autres institutions à trouver un emploi à la mesure de leurs qualifications, soit sur le marché local du travail, soit dans les pays avoisinants. Au cours de leurs études, les jeunes palestiniens bénéficient aussi de conseils et d'une orientation professionnelle qui les aident à choisir un métier. L'Office poursuivra ses efforts en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement, de la formation et des stages de perfectionnement du personnel, et continuera d'avoir besoin des compétences techniques et du soutien de l'UNESCO.

Objectifs

- 1.61 Dispenser aux enfants de réfugiés palestiniens et aux jeunes palestiniens un enseignement général du premier degré (enseignement élémentaire et préparatoire) dans toutes les zones d'activité et du second degré au Liban.
- 1.62 Dispenser aux jeunes palestiniens qui se destinent à la profession d'enseignant une formation pédagogique de niveau universitaire et organiser des stages de perfectionnement en cours d'emploi pour les enseignants des écoles de l'UNRWA afin d'améliorer la qualité de l'enseignement dans ces écoles.
- 1.63 Dispenser aux jeunes réfugiés palestiniens un enseignement technique et une formation professionnelle afin de leur permettre de trouver un emploi et de contribuer ainsi à améliorer le sort des communautés de réfugiés.

- 1.64 Offrir aux diplômés des centres de formation professionnelle de l'Office des services de placement et renforcer les services d'orientation professionnelle à la disposition des élèves des écoles primaires et secondaires ainsi que des diplômés des centres d'enseignement technique et de formation professionnelle.

Structure

- 1.65 Le Programme d'enseignement comprend les éléments suivants :
- a) Enseignement général
 - Enseignement élémentaire et préparatoire
 - Enseignement secondaire (Liban seulement)
 - b) Enseignement technique et formation professionnelle
 - c) Formation pédagogique – Futurs enseignants
 - d) Planification et gestion
 - Perfectionnement pédagogique (enseignants en poste)
 - Placement et orientation professionnelle
 - Gestion du Programme

Activités programmées

- 1.66 Dispenser un enseignement général à 515 722 élèves aux niveaux élémentaire et préparatoire.
- 1.67 Dispenser un enseignement secondaire à 2 600 élèves (Liban seulement).
- 1.68 Dispenser un enseignement technique et une formation professionnelle à 5 169 stagiaires, dans huit centres de formation professionnelle.
- 1.69 Dispenser un enseignement pédagogique à 1 200 futurs enseignants inscrits dans les trois écoles normales de Jordanie et de Cisjordanie et dans la section de formation pédagogique qui existe au Liban.
- 1.70 Organiser des stages de perfectionnement pédagogique pour 800 enseignants et auxiliaires d'enseignement.
- 1.71 Fournir des services de placement aux diplômés des centres de formation ainsi que des services d'orientation professionnelle aux élèves des écoles secondaires de l'UNRWA et des autres écoles secondaires afin de faciliter leur admission dans les centres de formation de l'Office.

Ressources financières

Tableau 12

Programme d'éducation : ressources nécessaires, par catégorie de dépenses

(Dépenses devant être couvertes par les contributions en espèces et en nature, en milliers de dollars des États-Unis)

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|---|----------------------------------|--|-------------------------|---|
| Personnel | | | | |
| Personnel international | 572 | 961 | 1 173 | |
| Personnel local | 300 716 | 320 261 | 347 063 | |
| Total partiel | 301 288 | 321 222 | 347 977 | 27 014 |
| Services | | | | |
| Voyages | 284 | 480 | 468 | |
| Télécommunications | 80 | 222 | 115 | |
| Services de transport | 101 | 35 | 139 | |
| Formation | 50 | 86 | 99 | |
| Entretien du matériel et du mobilier | | 440 | 653 | |
| Services divers | 510 | 347 | 415 | |
| Services consultatifs | 81 | 81 | 75 | |
| Services hospitaliers | – | – | 1 | |
| Total partiel | 1 106 | 1 691 | 1 964 | 273 |
| Fournitures | | | | |
| Fournitures médicales | 71 | 226 | 338 | |
| Fournitures pour les transports | 28 | 60 | 33 | |
| Vêtements | 257 | 350 | 338 | |
| Manuels scolaires et livres de bibliothèque | 9 623 | 10 989 | 12 119 | |
| Articles de sport | 187 | 256 | 256 | |
| Denrées alimentaires fraîches | 956 | 1 168 | 1 103 | |
| Fournitures diverses | 3 931 | 4 298 | 4 417 | |
| Fournitures scolaires | 81 | 184 | 186 | |
| Fournitures de base | 527 | 401 | 336 | |
| Total partiel | 15 661 | 17 932 | 19 126 | 1 194 |
| Matériel et petits travaux de construction | | | | |
| Matériel informatique/logiciels | 276 | 447 | 976 | |
| Matériel et mobilier | 1 284 | 1 071 | 1 575 | |
| Petits travaux de construction | 277 | 456 | 330 | |
| Total partiel | 1 837 | 1 974 | 4 881 | 2 907 |

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|----------------------------------|----------------------------------|--|-------------------------|---|
| Locaux | | | | |
| Loyers | 1 608 | 1 648 | 1 589 | |
| Services publics | 1 851 | 2 077 | 2 492 | |
| Entretien | 4 322 | 4 600 | 4 471 | |
| Total partiel | 7 781 | 8 325 | 8 552 | 227 |
| Dons et subventions | 127 | 77 | 101 | 24 |
| Divers | | | | |
| Réserve | – | 100 | 270 | |
| Total partiel | – | 100 | 270 | 170 |
| Total, budget ordinaire | 327 800 | 351 321 | 383 130 | 31 809 |
| Total, budget des projets | 22 964 | 53 298 | 42 469 | (10 829) |

Commentaires sur les prévisions budgétaires

1.72 Le tableau 12 indique que les dépenses prévues pour le Programme d'éducation sont supérieures de 31,8 millions de dollars (9,1 %) au montant des crédits ouverts pour 2002-2003. Cet accroissement est imputable aux facteurs suivants :

- a) Une augmentation de 27 millions de dollars des dépenses de personnel, qui se décompose comme suit :
 - i) 12,4 millions de dollars pour 1 567 postes supplémentaires d'enseignant, nécessaires pour permettre à l'Office de faire face à l'accroissement des effectifs scolaires;
 - ii) Dépenses de 2,3 millions de dollars pour l'adjonction de 195 postes aux effectifs du personnel d'appui, notamment des postes de cadre administratif pour les écoles, de conseiller scolaire et de préposé au contrôle de la fréquentation scolaire;
 - iii) Une dépense de 8,6 millions de dollars pour couvrir les augmentations annuelles d'échelon et les augmentations de traitement accordées en 2002-2003 aux 17 569 personnes employées dans le cadre du Programme d'éducation;
 - iv) Une dépense de 3,4 millions de dollars pour couvrir les augmentations périodiques des traitements et indemnités;
 - v) Une dépense de 300 000 dollars pour la création d'un poste P-3;
- b) Une augmentation de 1,1 million de dollars des dépenses prévues pour les manuels scolaires, due à l'inclusion de nouvelles matières dans les programmes d'enseignement, à l'initiative des autorités hôtes, et à l'accroissement des effectifs scolaires;

- c) Une augmentation de 2,9 millions de dollars des dépenses prévues pour le matériel et les petits travaux de construction, qui doit permettre de couvrir le coût de l'installation de laboratoires d'informatique dans les écoles gérées par l'Office et du remplacement de mobilier scolaire hors d'usage;
- d) Une augmentation de 800 000 dollars des dépenses afférentes aux services divers et services publics.

III. Programme de santé

Aperçu général

- 1.73 Le Programme de santé vient au second rang des programmes de l'Office. Le Programme s'appuie sur un réseau de 122 dispensaires et vise à offrir aux réfugiés une gamme complète de services de santé primaires, comprenant les soins médicaux essentiels, les soins aux enfants, une gamme étendue de soins aux mères, des services de planification de la famille, ainsi que des services de lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, avec assistance aux patients qui ont besoin de soins de santé secondaires. Dans le cadre du Programme de santé, l'Office veille aussi à la salubrité des camps et fournit une aide alimentaire aux groupes vulnérables. L'UNRWA a adopté la stratégie et les objectifs de l'OMS pour l'éradication des maladies contre lesquelles il existe des vaccins, notamment la poliomyélite, le tétanos néonatal et la rougeole, ainsi que pour la lutte contre la tuberculose et la prévention de la contamination par le VIH. L'Office continuera d'accorder un rang de priorité élevé à l'action qu'il a entreprise pour remettre en état et améliorer l'infrastructure des services de santé primaires et accroître la salubrité des camps de réfugiés. Pour les 1,3 million de réfugiés immatriculés qui vivent dans des camps, l'UNRWA continuera de gérer des systèmes d'évacuation des eaux usées et des eaux de ruissellement, de veiller à l'approvisionnement en eau potable, d'assurer le ramassage et l'évacuation des ordures et de fournir des services de dératisation et de désinsectisation. Les mesures prises pour tirer le meilleur parti des ressources financières et humaines limitées dont dispose l'Office, notamment le cofinancement des frais d'hospitalisation, seront maintenues.

Objectifs

- 1.74 Préserver durablement ce qui a été acquis grâce aux investissements consacrés aux soins de santé primaires et accroître la capacité du système de santé en remettant en état les installations et en développant les moyens de diagnostic et de traitement, y compris les laboratoires et les services de soins dentaires.
- 1.75 Améliorer la santé des réfugiés palestiniens et réduire la mortalité en luttant contre les maladies évitables et chroniques, en encourageant l'utilisation des contraceptifs modernes, en surveillant les cas de maladies transmissibles et non transmissibles, en veillant à ce que les réfugiés aient une bonne hygiène buccale et mènent une vie saine, et en offrant aux réfugiés les services de soins dont ils ont besoin, y compris les services hospitaliers essentiels, ainsi que le suivi régulier de la santé des enfants et de celle des femmes d'âge fertile.
- 1.76 Veiller à ce que les conditions d'hygiène dans les camps soient conformes aux prescriptions des municipalités et aux normes internationales fixées par l'OMS, en réalisant dans les camps des projets de développement visant à améliorer les installations d'adduction d'eau, d'évacuation des eaux usées, de drainage et d'évacuation des déchets solides.

- 1.77 Améliorer l'état nutritionnel des groupes vulnérables en leur distribuant des rations alimentaires de complément et éviter les carences en micronutriments par des moyens peu coûteux tels que la supplémentation alimentaire et l'enrichissement des aliments en fer.
- 1.78 Favoriser le développement de la capacité des services de santé et procéder à des réformes de gestion afin de maximiser l'efficacité du système de santé, d'améliorer la qualité des prestations et de réduire les coûts.
- 1.79 Aligner la politique de santé et les normes de prestation de services sur celles des autorités hôtes afin d'optimiser l'utilisation des ressources et d'éviter les chevauchements d'activité et les conflits de priorité.
- 1.80 Éviter que les situations de crise n'entraînent l'interruption des services ou n'en compromettent la qualité ou la viabilité, en établissant des plans d'urgence qui préparent mieux l'Office à faire face aux crises.

Structure

- 1.81 Le Programme de santé comprend les éléments suivants :
- a) Services de soins médicaux
 - Services de laboratoire
 - Soins ambulatoires
 - Santé des mères et des enfants
 - Action préventive et lutte contre les maladies
 - Rééducation
 - Dentisterie/stomatologie
 - Santé scolaire
 - Services hospitaliers
 - b) Salubrité de l'environnement
 - Évacuation des eaux usées et drainage
 - Gestion des déchets solides
 - Approvisionnement en eau
 - Programme spécial de salubrité de l'environnement (Gaza)
 - c) Alimentation et nutrition
 - d) Gestion du Programme

Activités programmées

- 1.82 Environ 8 millions de consultations médicales par an dans le cadre des services ambulatoires offerts aux réfugiés palestiniens par les 122 dispensaires dont dispose l'UNRWA en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

- 1.83 Environ 600 000 consultations dentaires par an, dans le cadre des services fournis par le réseau de 80 unités dentaires fixes et 8 unités dentaires mobiles dont dispose l'UNRWA, et suivi dentaire régulier des femmes enceintes et des enfants des écoles pour le dépistage des affections dentaires et des parodontopathies.
- 1.84 Prestation de services renforcés de santé maternelle à environ 90 000 femmes par an grâce au réseau des dispensaires de l'UNRWA, services qui comprennent les soins pendant la grossesse, les soins avant et après l'accouchement et la distribution d'aliments enrichis en fer.
- 1.85 Prestation de services de planification de la famille à environ 100 000 femmes d'âge fertile par an, consistant à conseiller les intéressées et à leur fournir des contraceptifs modernes.
- 1.86 Activités d'éducation sanitaire et de promotion de la santé, éléments essentiels du Programme entrepris dans une optique multisectorielle. Les activités en cours visent à promouvoir l'adoption par les groupes vulnérables d'habitudes de vie saines, à informer les jeunes des moyens de prévention de l'infection par le VIH et des autres maladies sexuellement transmissibles et à prévenir l'usage du tabac.
- 1.87 Vaccination systématique de tous les enfants immatriculés âgés de moins de 12 mois; deux campagnes annuelles de vaccination contre la poliomyélite et la rougeole; participation aux programmes de lutte contre la tuberculose et le VIH/sida mis en place par les autorités hôtes.
- 1.88 Suivi et contrôle médical portant annuellement sur plus de 220 000 enfants de moins de 3 ans et comprenant les vaccinations nécessaires et le traitement de l'anémie pour les enfants âgés de 6 à 24 mois.
- 1.89 Surveillance active des maladies transmissibles, y compris celles contre lesquelles il existe un vaccin, et soins spéciaux aux quelque 120 000 réfugiés qui souffrent de maladies non transmissibles telles que le diabète sucré et l'hypertension artérielle.
- 1.90 Soins préventifs aux quelque 500 000 enfants inscrits dans les écoles de l'UNRWA, comprenant un bilan médical complet pour les élèves nouvellement admis, le suivi de la morbidité dans les écoles, des vaccinations de rappel et l'administration d'anthelminthiques à tous les enfants.
- 1.91 Orientation de quelque 56 000 patients par an vers les hôpitaux avec lesquels l'Office a des arrangements contractuels et participation aux frais d'hospitalisation.
- 1.92 Prestation, en étroite collaboration avec les municipalités, de services visant à assurer la salubrité des 58 camps répartis dans les cinq zones d'activité de l'Office, où vivent plus de 1,3 million de réfugiés palestiniens; ces services visent à protéger la santé des réfugiés et à éviter la détérioration de l'environnement grâce au maintien de conditions de salubrité optimales et au renforcement des antennes sanitaires implantées dans les camps.
- 1.93 Surveillance active de l'état nutritionnel des groupes vulnérables : surveillance dans le cadre des soins aux mères et aux enfants, enquêtes périodiques sur la nutrition, distribution de rations de complément aux femmes enceintes, aux mères qui allaitent et aux tuberculeux (rations sèches dont la composition est fonction des besoins nutritionnels et des risques de carence).
- 1.94 Activités visant à accroître la participation des communautés de réfugiés et à développer la pratique du ticket modérateur pour les soins de santé secondaires et tertiaires, les prothèses et les médicaments de survie non couverts par le Programme; mise à contribution des réfugiés pour le revêtement des voies d'accès et le raccordement des abris de réfugiés au réseau d'égouts des camps.

- 1.95 Réalisation de programmes de perfectionnement du personnel des services de santé et activités visant à accélérer le renforcement de la capacité des établissements : formation et perfectionnement en cours d'emploi pour les diverses catégories de personnel des services de santé en vue d'améliorer et de diversifier les qualifications et d'assurer le respect de normes conformes à la politique, à la stratégie, aux directives techniques et aux procédures en vigueur dans le domaine de la santé.
- 1.96 Évaluation périodique des divers éléments du Programme pour en déterminer l'efficacité et en mesurer les résultats.
- 1.97 Coopération étroite avec l'OMS, qui assure la supervision technique du Programme de santé en vertu d'un accord conclu avec l'UNRWA en 1950, lequel prévoit la prise en charge par l'OMS du coût du personnel international et local de la catégorie des administrateurs affecté au Programme de santé au siège de l'UNRWA, ainsi que la prestation de services consultatifs. Collaboration étroite, également, avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment l'UNICEF et ONUSIDA.
- 1.98 Étroite collaboration avec les ministères de la santé des autorités hôtes : surveillance des maladies transmissibles, participation aux campagnes nationales de vaccination, fourniture de vaccins à l'UNRWA (contributions en nature), intégration des projets de salubrité de l'environnement aux plans régionaux, échanges d'informations et de données techniques, participation conjointe à certains projets et à certaines activités de formation touchant le domaine de la santé.

Ressources financières

Tableau 13

Programme de santé : ressources nécessaires, par catégorie de dépenses

(Dépenses devant être couvertes par les contributions en espèces ou en nature, en milliers de dollars des États-Unis)

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrite au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|--------------------------------------|----------------------------------|---|-------------------------|---|
| Personnel | | | | |
| Personnel international | 440 | 388 | 914 | |
| Personnel local | 58 885 | 64 634 | 66 051 | |
| Total partiel | 59 325 | 65 022 | 66 965 | 1 943 |
| Services | | | | |
| Voyages | 94 | 145 | 124 | |
| Télécommunication | 122 | 132 | 147 | |
| Services de transport | 27 | 36 | 26 | |
| Formation | 74 | 136 | 139 | |
| Entretien du matériel et du mobilier | 244 | 317 | 312 | |
| Services divers | 2 084 | 2 373 | 2 487 | |
| Services consultatifs | 140 | 200 | 144 | |
| Services hospitaliers | 12 666 | 16 469 | 18 313 | |
| Total partiel | 15 451 | 19 808 | 21 692 | 1 884 |

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrite au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|--|----------------------------------|---|-------------------------|---|
| Fournitures | | | | |
| Fournitures médicales | 12 704 | 19 083 | 21 846 | |
| Fournitures pour les transports | 230 | 398 | 366 | |
| Vêtements | 131 | 194 | 179 | |
| Livres de bibliothèque | 17 | 15 | 13 | |
| Denrées alimentaires fraîches | 73 | 102 | 80 | |
| Fournitures diverses | 772 | 1 051 | 1 027 | |
| Produits de base | 6 625 | 8 732 | 7 033 | |
| Total partiel | 20 552 | 29 575 | 30 544 | 969 |
| Matériels et petits travaux de construction | | | | |
| Matériel informatique/logiciels | 99 | 27 | 78 | |
| Matériel et mobilier | 662 | 945 | 1 035 | |
| Petits travaux de construction | 37 | 92 | 211 | |
| Total partiel | 798 | 1 064 | 1 324 | 260 |
| Locaux | | | | |
| Loyers | 200 | 222 | 244 | |
| Services publics | 583 | 645 | 815 | |
| Entretien | 367 | 487 | 497 | |
| Total partiel | 1 150 | 1 354 | 1 556 | 202 |
| Dons et subventions divers | 2 608 | 2 619 | 4 605 | 1 986 |
| Divers | | | | |
| Réserve | – | 131 | 131 | |
| Total partiel | – | 131 | 131 | – |
| Total, budget ordinaire | 99 884 | 119 573 | 126 817 | 7 244 |
| Total, budget des projets | 17 282 | 26 597 | 13 026 | (13 571) |

Commentaires sur les prévisions budgétaires

1.99 Le tableau 13 indique un accroissement des dépenses consacrées au Programme de santé de 7,2 millions de dollars (6,1 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour 2002-2003. Cet accroissement comprend :

- a) Une augmentation de 1,5 million de dollars des dépenses de personnel, qui se décompose comme suit :

- i) Une augmentation de 1,5 million de dollars prévue pour la création de 162 postes supplémentaires dans les services de santé, pour permettre à ceux-ci de faire face à une lourde charge de travail (nombre annuel très élevé de consultations par médecin);
 - ii) 900 000 dollars pour le renforcement occasionnel de l'effectif des préposés à l'assainissement;
 - iii) 1,2 million de dollars pour les augmentations annuelles de traitement;
 - iv) Une réduction de dépenses de 2,1 millions de dollars, qui résultera de l'extension de l'application du Règlement du personnel local promulgué en 1999 à environ 225 postes qui relevaient précédemment de la version antérieure du Règlement, et du financement par le budget des projets du coût, pour le premier semestre de 2004, des postes des spécialistes de la salubrité de l'environnement affectés dans la bande de Gaza;
- b) Une augmentation de 1,9 million de dollars des dépenses prévues pour les services hospitaliers, qui doit permettre de faire face à l'accroissement prévu de la demande de services hospitaliers et à la hausse des tarifs d'hospitalisation. Des augmentations de 1 million de dollars, 500 000 dollars et 200 000 dollars sont prévues, respectivement, au Liban, en République arabe syrienne et en Cisjordanie; pour la Jordanie, un montant de 400 000 dollars sera réaffecté aux subventions aux patients;
- c) Une augmentation de 1 million de dollars des dépenses prévues pour les fournitures, effet net des facteurs suivants :
- i) Une augmentation de 2,7 millions de dollars des dépenses prévues pour les fournitures médicales, qui doit permettre de faire face à l'augmentation du nombre des consultations médicales et à la hausse des prix;
 - ii) Une réduction de 1,7 million de dollars des dépenses prévues pour les fournitures de base destinées aux femmes enceintes et aux mères qui allaitent, imputable à la réduction des coûts standard retenus pour l'établissement du budget et à des changements dans la composition des allocations de fournitures;
- d) Une augmentation de 200 000 dollars des dépenses prévues pour le matériel et le mobilier, qui doit permettre de remplacer des articles hors d'usage;
- e) Une augmentation de 200 000 dollars des dépenses prévues pour les services publics, qui doit permettre de faire face à la hausse des tarifs.

IV. Programme de secours et d'assistance sociale

Aperçu général

- 1.100 L'Office fournit aussi tout une gamme de secours et services d'assistance sociale. Ces services continueront d'être offerts aux réfugiés remplissant certaines conditions, qu'ils vivent dans des camps, des villes, des villages ou des régions reculées; elles comprennent une aide alimentaire, la remise en état des abris et des aides financières ciblées; le Programme s'adresse aux familles de réfugiés considérés comme en détresse, c'est-à-dire incapables de pourvoir à leurs besoins essentiels. À la fin de décembre 2002, 228 912 personnes (57 531 familles) bénéficiaient d'une aide temporaire dans le cadre du programme d'aide aux réfugiés particulièrement démunis. Il est prévu que le nombre des cas de détresse augmentera d'environ 3,5 % par an pendant l'exercice biennal 2004-2005. Le Programme comporte aussi des éléments visant à développer les activités rémunératrices et à favoriser le développement communautaire en encourageant les réfugiés les

plus défavorisés, en particulier les femmes, les jeunes et ceux qui souffrent de handicaps physiques ou mentaux, à prendre davantage leur sort en main. Le bénéfice des prestations est subordonné aux conditions définies dans le cadre du sous-programme d'immatriculation. En cas de situation d'urgence, l'Office fournira temporairement une assistance à l'ensemble des collectivités touchées (réfugiés et non-réfugiés), pour autant que le soutien des donateurs le lui permette.

Objectifs

- 1.101 Atténuer les difficultés immédiates des familles de réfugiés particulièrement démunies qui remplissent les conditions requises, en leur accordant une aide de subsistance en espèces et en rations alimentaires d'une valeur annuelle de 100 à 110 dollars.
- 1.102 Reloger les familles qui se trouvent sans abri (du fait des opérations militaires menées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza) ou qui sont particulièrement mal logées parce que chroniquement pauvres.
- 1.103 Fournir une assistance financière aux familles qui traversent une période de difficultés aiguës, d'ordre pécuniaire ou humanitaire, afin de répondre à leurs besoins les plus pressants.
- 1.104 Promouvoir et faciliter les initiatives prises par les communautés de réfugiés pour entreprendre des travaux de relèvement ou offrir aux réfugiés et aux familles de réfugiés particulièrement vulnérables de meilleures perspectives d'insertion sociale, culturelle et économique ou de meilleures chances d'accès à l'éducation.
- 1.105 Encourager les organisations communautaires à se doter des structures voulues afin que les réfugiés soient mieux à même de mettre sur pied et de gérer des services sociaux à l'intention des éléments les plus vulnérables de leurs communautés.
- 1.106 Développer le crédit à l'intention des réfugiés et associations de réfugiés conformément aux grands objectifs du Programme et à la politique définie en 2003.
- 1.107 Promouvoir la réalisation des objectifs à long terme des trois catégories d'actions prioritaires financées par le budget des projets, à savoir : procéder à la saisie informatique des dossiers des réfugiés immatriculés depuis la création de l'Office; revoir entièrement la conception technique du système informatisé d'immatriculation des réfugiés afin d'en maximiser l'intégrité technique et la fiabilité; enfin, améliorer les conditions de logement dans le camp de Neirab, où elles ne répondent pas aux normes minima.
- 1.108 Permettre à l'Office de tirer le maximum des ressources limitées dont il dispose, par les moyens suivants : renforcement de l'efficacité des opérations; renforcement de la coopération entre les unités de l'Office et de la coopération interinstitutions; consultations suivies avec les autorités hôtes; collaboration avec les organisations non gouvernementales locales et internationales (élaboration des programmes, financement, services d'experts); enfin, recours à diverses formules de cofinancement et d'auto-assistance.
- 1.109 Tenir à jour les dossiers d'immatriculation de plus de 4 millions de réfugiés en procédant mensuellement à la saisie des nouvelles données d'état civil (naissance, mariage, décès) et en apportant les modifications voulues aux dossiers d'immatriculation des familles et aux cartes d'alimentation.
- 1.110 Renforcer les compétences et enrichir les connaissances professionnelles du personnel affecté au Programme en lui offrant systématiquement des possibilités de formation permanente. Priorité sera donnée à la mise au courant et à la formation permanente des travailleurs sociaux, qui représentent 41,2 % de l'effectif total du personnel affecté au Programme de secours et d'assistance sociale.

Structure

1.111 Le Programme de secours et d'assistance sociale comprend les éléments suivants :

a) Secours :

Aide alimentaire aux familles de réfugiés les plus démunies

Remise en état des abris de réfugiés

Aide financière ciblée

b) Éligibilité et immatriculation

c) Assistance sociale :

Programme de développement communautaire

Programme à l'intention des femmes

Programme à l'intention des handicapés

Programme à l'intention des enfants et des jeunes

Programme de microcrédit et de microépargne

d) Gestion du programme

Activités programmées

1.112 Distribution tous les trimestres de rations alimentaires et de subsides aux réfugiés les plus démunis admis chaque année au bénéfice du Programme d'assistance aux familles de réfugiés en détresse (environ 57 500 familles, soit au moins 230 000 réfugiés).

1.113 Suivi de la mise en oeuvre du Programme d'assistance aux familles de réfugiés en détresse : visites à domicile effectuées régulièrement par 260 travailleurs sociaux, et supervision constante exercée par les cadres présents sur le terrain.

1.114 Renforcement de l'autonomie économique des réfugiés grâce notamment aux mesures suivantes : développement des formules d'auto-assistance pour la construction de logements; organisation de cours de gestion à l'intention des membres des comités qui gèrent les programmes de développement communautaire administrés par les réfugiés; encouragement à l'utilisation des facilités de crédit; et renforcement de l'impact des services de crédit. Les centres d'entraide (au moins 134) installés dans les camps de réfugiés permettront d'encourager les initiatives d'autosuffisance en offrant aux réfugiés une gamme étendue de formules aisément accessibles.

1.115 Mise en oeuvre d'un programme d'aide financière ciblée à l'intention des familles qui n'ont pas les moyens de faire face à une situation d'urgence ou de crise. Paiement d'une allocation humanitaire spéciale aux réfugiés en proie à des difficultés pécuniaires temporaires (remplacement de biens d'équipement ménagers essentiels détruits par un incendie ou une inondation, paiement de frais médicaux imprévus, achat de combustibles ou d'appareils de chauffage, difficultés pécuniaires résultant de la mort soudaine du chef de famille, achat de vêtements pour les écoliers).

1.116 Mise en oeuvre de mesures d'urgence chaque fois que la situation l'exige dans les cinq zones d'activité de l'Office : distribution massive de vivres; aide à la réadaptation des réfugiés frappés d'un handicap; reconstruction, réparation ou aménagement des abris (notamment pour les rendre accessibles aux handicapés), mise en place de services de consultation/orientation; aide financière

d'urgence (pour le logement temporaire des familles sans abri, l'achat de biens d'équipement ménagers et d'articles de première nécessité, l'achat de prothèses et de médicaments).

- 1.117 Mise en oeuvre du plan d'opérations du Département des secours et de l'assistance sociale. Amélioration du contrôle et de l'évaluation des activités menées au siège de l'UNRWA et sur le terrain, application de la nouvelle politique visant l'égalité des sexes et de la politique révisée applicable aux handicapés; organisation de nouveaux cours de perfectionnement à l'intention des travailleurs sociaux et des cadres qui supervisent les activités sur le terrain.
- 1.118 Achèvement de l'élaboration d'une politique sociale et des directives techniques nécessaires à sa mise en oeuvre, visant notamment la saisie informatique des dossiers de plus de 4 millions de réfugiés admis au bénéfice des services de l'UNRWA. Le Département des secours et de l'assistance sociale s'attache à maximiser la qualité et l'efficacité de ses services à cet égard, en ayant recours aux moyens informatiques les plus modernes.
- 1.119 Promotion des programmes et projets prioritaires pour lesquels des fonds extrabudgétaires sont indispensables, notamment : le projet de relèvement de Neirab, le programme (renouvelable) de remise en état des abris de réfugiés, les grands programmes spéciaux mis sur pied pour faire face à des situations d'urgence, le projet de saisie informatique des dossiers des réfugiés palestiniens et la plupart des activités de mise en valeur des ressources humaines.

Ressources financières

Tableau 14

Programme de secours et d'assistance sociale Ressources nécessaires, par catégorie de dépenses

(Dépenses devant être couvertes par les contributions en espèces ou en nature, en milliers de dollars des États-Unis)

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|--------------------------------------|----------------------------------|--|-------------------------|---|
| Personnel | | | | |
| Personnel international | 402 | 650 | 460 | |
| Personnel local | 11 245 | 12 815 | 13 798 | |
| Total partiel | 11 647 | 13 465 | 14 258 | 793 |
| Services | | | | |
| Voyages | 149 | 173 | 175 | |
| Télécommunications | 19 | 30 | 28 | |
| Services de transport | 11 | 17 | 22 | |
| Formation | 140 | 143 | 172 | |
| Entretien du matériel et du mobilier | 16 | 20 | 18 | |
| Services divers | 327 | 403 | 394 | |
| Services consultatifs | 45 | 77 | 68 | |
| Total partiel | 707 | 863 | 877 | 14 |

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|---|----------------------------------|--|-------------------------|---|
| Fournitures | | | | |
| Vêtements | 11 | 14 | 17 | |
| Livres de bibliothèque | 8 | 11 | 9 | |
| Denrées alimentaires fraîches | 5 | 5 | 6 | |
| Fournitures diverses | 828 | 304 | 325 | |
| Fournitures de base | 23 260 | 31 720 | 30 069 | |
| Total partiel | 24 112 | 32 054 | 30 426 | (1 628) |
| Matériel et petits travaux de construction | | | | |
| Matériel informatique/logiciels | 109 | 111 | 222 | |
| Matériel et mobilier | 143 | 115 | 130 | |
| Petits travaux de construction | 143 | 41 | 96 | |
| Total partiel | 395 | 267 | 448 | 181 |
| Locaux | | | | |
| Loyers | 205 | 223 | 74 | |
| Services publics | 34 | 33 | 38 | |
| Entretien | 196 | 303 | 259 | |
| Total partiel | 435 | 559 | 371 | (188) |
| Subventions | | | | |
| Subventions diverses | 18 746 | 21 240 | 23 394 | |
| Total partiel | 18 746 | 21 240 | 23 394 | 2 154 |
| Divers | | | | |
| Réserves | – | 90 | 90 | |
| Total partiel | – | 90 | 90 | |
| Total budget ordinaire | 56 042 | 68 538 | 69 864 | 1 326 |
| Total, budget des projets | 44 041 | 26 463 | 22 920 | (3 543) |

Commentaires sur les prévisions budgétaires

1.120 Le tableau 14 indique qu'il est prévu un accroissement des dépenses consacrées au Programme de secours et d'assistance sociale de 1,3 million de dollars (1,9 %) par rapport au montant du crédit ouvert pour l'exercice 2002-2003. Cet accroissement représente l'incidence nette des facteurs suivants :

- a) Une augmentation de 800 000 dollars des dépenses de personnel, résultat net de :

- i) Une diminution de 200 000 dollars des dépenses prévues pour le personnel international, imputable à la réaffectation d'un poste P-5 au programme « Services communs »;
- ii) Une augmentation de 1 million de dollars des dépenses de personnel local, dont 300 000 dollars pour la création de 29 postes et 700 000 dollars pour couvrir les augmentations annuelles d'échelon ainsi que les relèvements de traitement accordés en 2002-2003;
- b) Une augmentation de 2,1 millions de dollars des dépenses prévues pour les subventions, qui se décompose comme suit :
 - i) 800 000 dollars pour des aides financières ciblées prévues pour répondre aux besoins urgents de réfugiés vivant au Liban;
 - ii) 1,3 million de dollars pour le financement de subventions en espèces qui remplaceront des rations alimentaires;
- c) Une augmentation de 200 000 dollars prévue pour le remplacement de matériel informatique et la réalisation de petits travaux de construction;
- d) Une diminution de 1,6 million de dollars du montant des recettes provenant de contributions en nature, imputable à des modifications apportées à la composition des allocations de fournitures de base et à la réduction des prix standard retenus pour l'établissement du budget;
- e) Une diminution de 200 000 dollars des dépenses prévues pour les loyers, imputable à la libération de locaux loués.

V. Programme de microfinancement et de microentreprise

Aperçu général

- 1.121 Le Programme de microfinancement et de microentreprise de l'UNRWA a pour objet de favoriser le développement des microentreprises et des petites entreprises lancées par des réfugiés en fournissant à ceux-ci des fonds de roulement et des facilités de crédit d'investissement. Le Programme, qui s'appuie sur un important réseau de centres de crédit situés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a commencé d'être étendu à la Jordanie et à la République arabe syrienne en 2002. Les diverses formules de crédit offertes dans le cadre du Programme le sont à des conditions commerciales, et relèvent d'un système de microcrédit autofinancé, qui obéit aux lois du marché. Les facilités de crédit ainsi offertes stimulent l'initiative privée, contribuent à la création d'emplois, accroissent les revenus des participants et contribuent à faire reculer la pauvreté. La formation à la gestion des petites entreprises et des microentreprises organisée dans la bande de Gaza contribue au développement économique local. L'inclusion des femmes parmi les bénéficiaires des services de crédit constitue un élément important de la mission de développement que sert le Programme. Les prêts accordés aux femmes, outre qu'ils les aident à accéder à l'autonomie économique, permettent à celles qui sont propriétaires de petites entreprises du secteur non structuré d'accéder au secteur moderne de l'économie, et contribuent à l'instauration d'une culture qui valorise l'activité économique des femmes. Pour promouvoir le développement du crédit à l'intention des femmes, l'UNRWA a mis sur pied des programmes de crédit mutuel réservés aux microentreprises appartenant à des femmes.

Objectifs

- 1.122 Fournir au moindre coût des services de crédit ayant le potentiel de s'autofinancer, en concentrant les services financiers dans les quartiers urbains pauvres qui sont des centres d'activité commerciale et industrielle et ont une forte densité de réfugiés palestiniens.
- 1.123 Développer et élargir les programmes de crédit en observant des normes internationales d'efficacité et d'action décentralisée de manière à offrir au moindre coût des services viables. L'Office s'attache à exécuter le Programme en suivant les pratiques optimales en vigueur dans le secteur du microfinancement, et s'inspire notamment des normes établies par des organismes tels que le Groupe consultatif pour l'assistance aux pauvres, l'United States Agency for International Development, le Microfinance Network, la Fondation Calmeadow et Acción Internacional.
- 1.124 L'Office s'attache à respecter les normes nouvellement définies en matière de formation à la gestion et de développement des entreprises, les coûts directs de la formation étant couverts par les droits acquittés par les participants, tandis que les frais généraux et les dépenses d'administration sont financés par les contributions des donateurs.

Structure

- 1.125 Le Programme de microfinancement et de microentreprise comprend les éléments suivants :
 - a) Crédit aux petites entreprises;
 - b) Formation à la gestion des petites entreprises et des microentreprises (Gaza);
 - c) Crédit aux microentreprises;
 - d) Crédit mutuel (Gaza);
 - e) Crédit à la consommation (Gaza);
 - f) Gestion du Programme.

Activités programmées

- 1.126 Décaissement, en 2004 et 2005, de 41 995 prêts, pour un montant total de 37,440 000 dollars, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, en Jordanie et en République arabe syrienne.
- 1.127 Ouverture en Jordanie et en République arabe syrienne d'au moins trois centres de crédit; achèvement de l'extension du réseau de centres de crédit de Cisjordanie à Ramallah, Bethléem, Qalqilya et Jérusalem.
- 1.128 Régionalisation du Programme et mise en place d'un nouveau centre d'opérations.
- 1.129 Élaboration et mise en place d'un nouveau système de gestion des prêts entièrement intégré au système de gestion financière de l'UNRWA et/ou à un système comptable ad hoc.
- 1.130 Mise en place, au sein de l'UNRWA, des moyens de formation requis pour que puisse s'exercer un contrôle efficace de la qualité des prestations et que les méthodes de crédit et les fonctions des spécialistes du crédit soient définies conformément aux normes de gestion des entreprises.
- 1.131 Maintien des effectifs et mise en valeur des ressources humaines affectées au Programme afin d'éviter que l'actuelle période d'austérité n'entraîne une contraction du Programme ou l'érosion du professionnalisme qui caractérise les prestations qui en relèvent.

- 1.132 Mise en place d'un régime d'incitations afin d'aider le personnel affecté au Programme à retrouver le niveau élevé de productivité et d'efficacité qui, avant la crise, caractérisait son action en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Relèvement de l'objectif de croissance du Programme et du taux prévu d'amortissement des coûts pour la Jordanie et la République arabe syrienne.

VI. Services opérationnels et techniques

Aperçu général

- 1.133 Le Département des services opérationnels et techniques de l'UNRWA participe à l'action humanitaire que l'Office mène en faveur des réfugiés palestiniens en fournissant au moindre coût, dans une optique synergique, des services informatiques, des services d'achat, des services d'appui logistique et des services d'ingénierie et de construction.

Objectif

- 1.134 En accordant toute l'attention voulue à la qualité du service, à l'efficacité de la communication, à la fiabilité, à la rapidité d'exécution et aux coûts, améliorer la prestation des services opérationnels et techniques dans les domaines suivants : achats, logistique, informatique et télématique, construction et ingénierie.

Structure

- 1.135 Le Programme « services opérationnels et techniques » comprend les éléments suivants :
- a) Achats et logistique;
 - b) Services informatiques et télématiques;
 - c) Services d'ingénierie et de construction.

Activités programmées

- 1.136 Achat de biens, prestation de services informatiques et télématiques, prestation de services d'ingénierie et de construction. Conformément aux spécifications, conditions, délais et limites budgétaires fixés par les départements demandeurs, élaboration au moindre coût et dans la transparence de systèmes, instructions techniques et procédures. Mise au point dans une optique synergique de solutions optimales intégrées.
- 1.137 Gestion des stocks de l'Office : fournitures de base, articles de papeterie, matériel, matériel informatique et logiciels, fournitures médicales, etc., ainsi qu'une large gamme de fournitures diverses. Le Département gère aussi l'ensemble du parc de véhicules de l'Office, se chargeant de l'achat des véhicules et des pièces de rechange, de la gestion du stock de pièces détachées et de la gestion des ateliers d'entretien. Prestation de services d'appui logistique (transport du personnel et des marchandises à l'intérieur des zones d'activité de l'UNRWA et entre ces zones). Gestion de centres de distribution de denrées alimentaires de base.

- 1.138 Installation, entretien et modernisation de systèmes informatiques et télématiques. Mise en place de l'infrastructure des systèmes et des télécommunications. Élaboration et tenue à jour des normes applicables aux achats de matériel informatique, de logiciels et de matériel de télécommunications; élaboration d'instructions régissant l'achat, le déploiement et l'entretien du matériel ainsi que l'appui technique.
- 1.139 Mise en oeuvre, à l'intention de toutes les divisions, d'un plan de formation tenant compte des besoins réels de mise à niveau et de perfectionnement du personnel.
- 1.140 En coordination avec les départements utilisateurs, examen et mise à jour des spécifications des systèmes en vue d'en maximiser l'utilité et l'efficience.
- 1.141 Accroissement du taux d'utilisation des ordinateurs et informatisation des travaux de bureau.

Ressources financières

Tableau 15

Services opérationnels et techniques : ressources nécessaires, par catégorie de dépenses

(Dépenses devant être couvertes par les contributions en espèces et en nature, en milliers de dollars des États-Unis)

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|---|----------------------------------|--|-------------------------|--|
| Personnel | | | | |
| Personnel international | 5 517 | 5 680 | 7 303 | |
| Personnel local | 16 033 | 19 071 | 19 567 | |
| Total partiel | 21 550 | 24 751 | 26 870 | 2 119 |
| Services | | | | |
| Voyages | 260 | 395 | 370 | |
| Télécommunications | 355 | 722 | 1 366 | |
| Services de transport | 1 426 | 878 | 892 | |
| Services portuaires | 1 675 | 1 033 | 1 698 | |
| Formation | 96 | 241 | 327 | |
| Entretien du matériel et du mobilier | 139 | 370 | 378 | |
| Services divers | 1 908 | 1 963 | 2 816 | |
| Services consultatifs | 53 | 364 | 317 | |
| Total partiel | 5 912 | 5 966 | 8 164 | 2 198 |
| Fournitures | | | | |
| Fournitures pour les transports | 2 055 | 2 346 | 2 901 | |
| Manuels scolaires et livres de bibliothèque | 20 | 39 | 40 | |
| Fournitures diverses | 4 171 | 554 | 537 | |
| Total partiel | 6 246 | 2 939 | 3 478 | 539 |

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|---|----------------------------------|--|-------------------------|--|
| Matériel et petits travaux de construction | | | | |
| Matériel informatique/logiciels | 566 | 1 145 | 1 916 | |
| Matériel et mobilier | 370 | 601 | 786 | |
| Matériel de transport | 767 | 2 978 | 3 076 | |
| Petits travaux de construction | 123 | 94 | 81 | |
| Total partiel | 1 826 | 4 818 | 5 859 | 1 041 |
| Locaux | | | | |
| Loyers | 54 | 59 | 53 | |
| Services publics | 118 | 123 | 130 | |
| Entretien | 171 | 261 | 260 | |
| Total partiel | 343 | 443 | 443 | – |
| Divers | | | | |
| Réserve | – | 518 | 500 | |
| Total partiel | – | 518 | 500 | (18) |
| Total, budget ordinaire | 35 877 | 39 435 | 45 314 | 5 879 |
| Total, budget des projets | 5 270 | 300 | 990 | 690 |

Commentaires sur les prévisions budgétaires

1.142 Le tableau 15 indique qu'un accroissement des dépenses consacrées aux services opérationnels et techniques de 5,9 millions de dollars (14,9 %) es prévu pour 2004-2005 par rapport au montant du crédit ouvert pour 2002-2003. Cet accroissement comprend :

- a) Une augmentation de 2,1 millions de dollars des dépenses de personnel, qui se décompose comme suit :
 - i) Une augmentation de 1,6 million de dollars des dépenses de personnel international, imputable à la modification des coûts standard retenue pour l'élaboration du budget et au reclassement envisagé d'un certain nombre de postes;
 - ii) Une augmentation de 500 000 dollars prévue pour couvrir les augmentations annuelles d'échelon et le coût de 14 postes supplémentaires;
- b) Une augmentation de 2,2 millions de dollars des dépenses prévues pour les services, qui se décompose comme suit :
 - i) Une dépense de 700 000 dollars prévue pour l'expansion des services de télécommunications fournis par le Réseau étendu satellitaire;

- ii) Une augmentation de 600 000 dollars des dépenses prévues pour les services portuaires, imputable à une hausse des redevances et à l'augmentation prévue du volume des importations par voie maritime;
- iii) Une augmentation de 800 000 dollars des dépenses prévues pour les services divers tels que les assurances et les services requis pour l'expansion du Réseau étendu satellitaire;
- iv) 100 000 dollars de dépenses diverses;
- c) Une augmentation de 600 000 dollars des dépenses prévues pour les fournitures, imputable à la hausse du prix des carburants;
- d) Une augmentation de 1 million de dollars des dépenses prévues pour le matériel et le mobilier, due à la nécessité de remplacer du matériel informatique, de mettre à jour les logiciels utilisés par l'UNRWA et de remplacer du mobilier et du matériel hors d'usage.

VII. Services communs

Aperçu général

- 1.143 Les Services communs fournissent l'appui et assurent la supervision nécessaire au fonctionnement de l'Office et à la bonne exécution de ses programmes.
- 1.144 Les Services communs comprennent les unités administratives suivantes : Bureau du Commissaire général; Services juridiques; Audit et inspections; Relations extérieures; Information; Analyse des politiques; bureaux de liaison de New York et Genève; Administration et ressources humaines; Services financiers.

Objectifs

- 1.145 Diriger l'action des cadres dont l'Office dispose sur le terrain et des responsables de programme, et établir à leur intention des directives stratégiques; donner des avis juridiques au Bureau du Commissaire général et aux bureaux locaux de l'UNRWA; renforcer et rendre plus efficaces la gestion et l'administration des ressources humaines et financières de l'UNRWA.
- 1.146 Orienter les relations avec les partenaires extérieurs de l'Office, définir à cette fin des directives stratégiques et donner des avis juridiques; faire en sorte que ces partenaires accroissent leur soutien aux activités de l'UNRWA.

Ressources financières

Tableau 16

Services communs : ressources nécessaires, par catégorie de dépenses

(Dépenses devant être couvertes par les contributions en espèces et en nature, en milliers de dollars des États-Unis)

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|---|----------------------------------|--|-------------------------|--|
| Personnel | | | | |
| Personnel international | 18 285 | 21 780 | 28 320 | |
| Personnel local | 17 447 | 23 476 | 23 195 | |
| Total partiel | 35 732 | 45 256 | 51 515 | 6 259 |
| Services | | | | |
| Voyages | 994 | 1 057 | 1 248 | |
| Télécommunications | 1 550 | 1 371 | 1 525 | |
| Services de transport | 5 | 4 | 5 | |
| Formation | 95 | 1 373 | 1 277 | |
| Entretien du matériel et du mobilier | 225 | 331 | 287 | |
| Services divers | 1 108 | 2 428 | 1 744 | |
| Services consultatifs | 263 | 480 | 511 | |
| Total partiel | 4 240 | 7 044 | 6 597 | (447) |
| Fournitures | | | | |
| Fournitures médicales | – | 3 | 3 | |
| Fournitures pour les transports | 36 | 30 | 59 | |
| Vêtements | 8 | 14 | 14 | |
| Livres de bibliothèque | 24 | 59 | 59 | |
| Fournitures diverses | 685 | 1 027 | 1 095 | |
| Fournitures pour le bureau de l'information | 4 | 7 | 7 | |
| Total partiel | 757 | 1 140 | 1 237 | 97 |
| Matériel et petits travaux de construction | | | | |
| Matériel informatique/logiciels | 586 | 354 | 470 | |
| Matériel et mobilier | 329 | 588 | 339 | |
| Petits travaux de construction | 188 | 8 | 160 | |
| Total partiel | 1 103 | 950 | 969 | 19 |

| | 2000-2001 Dépenses effectives | 2002-2003 Dépenses inscrites au budget | 2004-2005 Prévisions | Accroissement/ (diminution) prévu(e) pour 2004-2005 par rapport à 2002-2003 |
|----------------------------------|----------------------------------|--|-------------------------|--|
| Locaux | | | | |
| Loyers | 497 | 503 | 563 | |
| Services publics | 806 | 897 | 910 | |
| Entretien | 538 | 692 | 587 | |
| Total partiel | 1 841 | 2 092 | 2 060 | (32) |
| Dons et subventions | 54 | 85 | 77 | (8) |
| Divers | | | | |
| Réserve | – | 31 336 | 24 336 | |
| Total partiel | – | 31 336 | 24 336 | (7 000) |
| Total, budget ordinaire | 43 727 | 87 903 | 86 791 | (1 112) |
| Total, budget des projets | 2 473 | 706 | – | (706) |

Note : Pour l'exercice biennal 2000-2001, les dépenses d'appui au programme se sont chiffrées à 5,3 millions de dollars.

Commentaires sur les prévisions budgétaires

- 1.147 Le tableau 16 indique qu'un accroissement des dépenses afférentes aux services communs de 5,9 millions de dollars (10,3 %) est prévu par rapport au montant du crédit ouvert pour 2002-2003. Cet accroissement représente l'incidence nette des facteurs suivants :
- a) Une augmentation de 6,5 millions de dollars des dépenses de personnel international, imputable au relèvement des coûts standard retenus pour l'établissement du budget, à la réaffectation aux services communs d'un poste qui relevait précédemment du Programme de secours et d'assistance sociale, et à la création envisagée de trois postes (1 poste de la classe D-1, 1 poste de la classe P-5 et 1 poste d'agent des services généraux);
 - b) Une diminution de 300 000 dollars des dépenses prévues pour le personnel local, due à ce que le Règlement du personnel local promulgué en 1999 sera appliqué à un certain nombre de postes qui relevaient de la version précédente de ce règlement;
 - c) Une diminution de 400 000 dollars des dépenses prévues pour les services, qui représente l'incidence nette des facteurs suivants :
 - i) Une augmentation de 200 000 dollars des dépenses prévues pour les voyages, due à l'évolution des besoins;
 - ii) Une augmentation de 100 000 dollars des dépenses prévues pour les télécommunications;
 - iii) Une diminution de 100 000 dollars des dépenses prévues pour la formation, qui reflète les projections d'activités de formation pour l'exercice biennal;

- iv) Une réduction de 600 000 dollars des dépenses prévues pour les services divers, qui tient à ce que la provision pour services remboursables à l'ONU a été réduite de 400 000 dollars au vu de l'expérience, et à ce que les dépenses prévues pour d'autres services ont été réduites de 200 000 dollars;
- d) Une augmentation de 100 000 dollars des dépenses prévues pour l'achat de fournitures diverses.

VIII. Dépenses de personnel

Tableau 17

Personnel international : effectifs nécessaires pour 2004-2005

| <i>Catégorie/classe</i> | <i>Postes financés par le budget ordinaire de l'ONU</i> | <i>Postes financés par d'autres sources</i> |
|---|---|---|
| A. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur | | |
| SGA | 1 | – |
| SSG | 1 | – |
| D-2 | 2 | 2 |
| D-1 | 11 | 2 |
| P-5 | 18 | 6 |
| P-4 | 41 | 2 |
| P-3 | 18 | 12 |
| P-2/P-1 | 2 | 17 |
| Total partiel, A | 94 | 41 |
| B. Services généraux | | |
| | 11 | 2 |
| Total partiel, B | 11 | 2 |
| Total (A + B) | 105 | 43¹ |

¹ Dont 21 postes financés par le budget des projets, 12 postes d'administrateur auxiliaire financés par des gouvernements, 2 postes financés par l'UNESCO, 2 postes financés par l'OMS, 1 poste financé par le Programme de microfinancement et de microentreprise, 1 poste financé par la Caisse de prévoyance du personnel de l'UNRWA et 4 postes financés par des contributions volontaires (1 poste de la classe D-1, 1 poste de la classe P-5, 1 poste de la classe P-3 et 1 poste d'agent des services généraux).

- 1.148 Par sa résolution 3331 B (XXIX) du 17 décembre 1974, l'Assemblée générale a décidé que les dépenses à engager au titre des traitements du personnel international au service de l'UNRWA, précédemment financées par les contributions volontaires, seraient imputées à compter du 1er janvier 1975 au budget ordinaire de l'ONU pour la durée du mandat de l'Office.

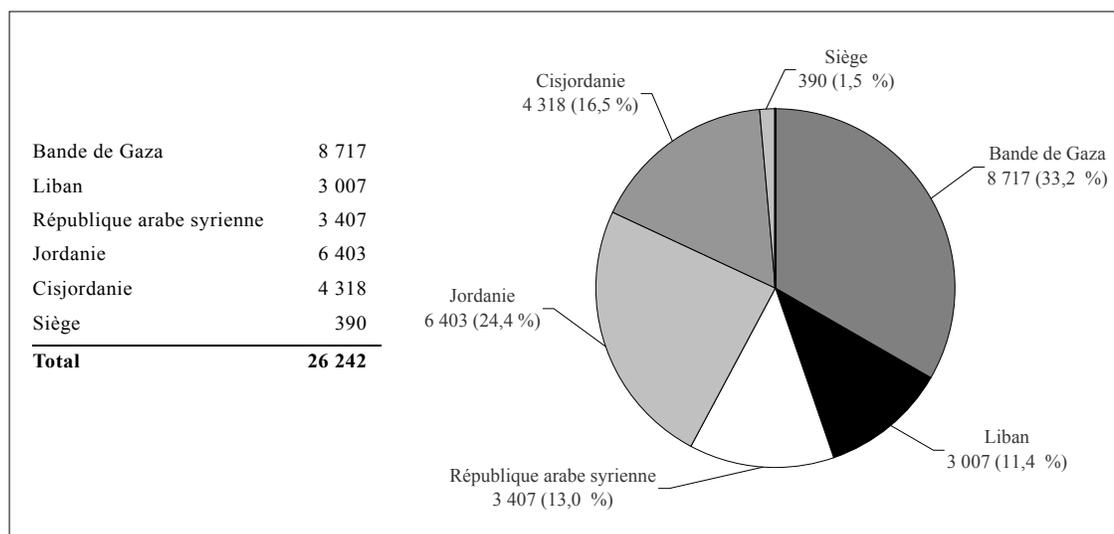
Tableau 18

**Projection des effectifs du personnel local au 31 décembre 2005,
par programme et zone d'activité**

| Programme | République | | | | | | Total |
|--------------------------------------|--------------|--------------|----------------|--------------|---------------|------------|---------------|
| | Jordanie | Liban | arabe syrienne | Cisjordanie | Bande de Gaza | Siège | |
| Éducation | 5 003 | 2 014 | 2 579 | 2 921 | 6 739 | 74 | 19 330 |
| Santé | 990 | 565 | 473 | 729 | 1 076 | 13 | 3 846 |
| Secours et assistance sociale | 135 | 106 | 99 | 127 | 223 | 16 | 706 |
| Microfinancement et microentreprise | 12 | – | 8 | 44 | 112 | – | 176 |
| Services opérationnels et techniques | 130 | 169 | 141 | 237 | 349 | 91 | 1 117 |
| Services communs | 133 | 153 | 107 | 260 | 218 | 196 | 1 067 |
| Total | 6 403 | 3 007 | 3 407 | 4 318 | 8 717 | 390 | 26 242 |

Figure 9

**Projection des effectifs du personnel local au 31 décembre 2005,
par zone d'activité**



IX. Budget des projets

- 1.149 L'Office consacre depuis un certain nombre d'années une part considérable de ses ressources au financement de projets. Les projets font partie intégrante des activités programmées et absorbent la quasi-totalité des dépenses d'équipement de l'UNRWA (travaux de construction d'écoles et de modernisation de dispensaires) ainsi que des dépenses consacrées à l'amélioration de la salubrité de l'environnement et à la remise en état des abris de réfugiés.
- 1.150 Le budget des projets pour l'exercice 2004-2005 a été établi en fonction de projections aussi réalistes que possible des besoins immédiats de financement et des apports probables des donateurs. Dans le courant de l'exercice, l'Office présentera aux donateurs des propositions concernant les projets inclus dans le budget des projets.

Tableau 19

Budget des projets, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | 2004 | 2005 | Total 2004-2005 |
|---|---------------|---------------|--------------------|
| Éducation | | | |
| Enseignement général | 19 241 | 17 296 | 36 537 |
| Enseignement technique et formation professionnelle | 1 413 | 1 854 | 3 267 |
| Formation pédagogique | 150 | 15 | 165 |
| Gestion du programme | 1 250 | 1 250 | 2 500 |
| Total partiel | 22 054 | 20 415 | 42 469 |
| Santé | | | |
| Services de santé primaires | 870 | 352 | 1 222 |
| Salubrité de l'environnement | 5 751 | 6 053 | 11 804 |
| Total partiel | 6 621 | 6 405 | 13 026 |
| Secours et assistance sociale | | | |
| Secours | 8 786 | 12 786 | 21 572 |
| Assistance sociale* | 113 | 113 | 226 |
| Gestion du programme | 561 | 561 | 1 122 |
| Total partiel | 9 460 | 13 460 | 22 920 |
| Microfinancement et microentreprise* | 6 821 | 6 855 | 13 676 |
| Services opérationnels et techniques | 990 | – | 990 |
| Total, budget des projets | 45 946 | 47 135 | 93 081 |

* Dont 3,1 millions de dollars de dépenses annuelles qui seront financées par les recettes provenant du Programme de microfinancement et de microentreprise et du Programme de microépargne.

1.151 Le tableau 19 indique la répartition par programme des dépenses prévues au budget des projets, et la figure 10 la répartition de ces dépenses entre les cinq zones d'activité de l'Office. Le budget des projets se chiffre au total à 45,9 millions de dollars pour 2004 et 47,1 millions de dollars pour 2005. Ces deux montants représentent 11,6 % du volume total du budget de l'UNRWA pour l'exercice 2004-2005. À l'exception de celles qui concernent le Programme de microfinancement et de microentreprise, dont les coûts récurrents, d'un montant annuel de 3,1 millions de dollars, sont couverts par les recettes provenant du Programme, les dépenses prévues au budget des projets ne sont pas provisionnées.

Figure 10

Budget des projets, par zone d'activité

(En milliers de dollars États-Unis)

